

# Iain McKay

## Pierre-Joseph Proudhon, précurseur de l'anarchisme

Cet article répond notamment à l'universitaire américain J. Salwyn Schapiro qui, dans un article, puis dans un livre, présenta Proudhon, Louis Napoléon et l'historien contre-révolutionnaire et raciste et Thomas Carlyle comme les trois « précurseurs du fascisme<sup>1</sup> ». Ce texte répond aussi à un article, très connu dans le monde militant anglophone, du marxiste antistalinien Hal Draper, « Les deux âmes du socialisme <sup>2</sup>» (1966). Cette thèse d'une proximité supposée entre Proudhon et le fascisme a également été discutée dans un livre de Frédéric Krier paru en allemand en 2009 : « Le socialisme pour les petits bourgeois. Proudhon : un précurseur du Troisième Reich » (sans le moindre point d'interrogation, contrairement à la volonté de l'auteur<sup>3</sup>).

Cette traduction fait partie d'une série de traductions sur le thème « Anarchisme et antisémitisme »<sup>4</sup>. J'ai placé en annexe deux extraits de textes de Hal Draper et David McNally violemment hostiles à Proudhon, pour que les lecteurs comprennent les attaques dont il est l'objet jusqu'à aujourd'hui dans le monde militant anglo-saxon.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) est généralement considéré comme le père de l'anarchisme, celui qui a développé les principales idées de la pensée socialiste libertaire et les a également nommées en proclamant « *Je suis anarchiste*<sup>5</sup> » en 1840. Pourtant, il est régulièrement accusé d'avoir été un penseur contradictoire, mais aussi d'avoir inspiré de nombreuses idéologies politiques, de l'anarchisme au fascisme.

Cette dernière affirmation est surtout associée à la thèse du professeur américain J. Salwyn Schapiro et à un article publié dans la prestigieuse revue *The American Historical Review* : « Pierre-Joseph Proudhon, précurseur du fascisme ». Cet article a été développé quatre ans plus tard dans un chapitre de son livre *Liberalism and the Challenge of Fascism*. Schapiro fonde son

---

<sup>1</sup> L'article de J. Salwyn Schapiro s'intitule « Pierre-Joseph Proudhon, Harbinger of Fascism », *The American Historical Review*, volume 50, n° 4, juillet 1945) et a été traduit par nos soins sous le titre « Proudhon précurseur du fascisme » en même temps que deux réponses à ce texte (<http://nfnf.eu/spip.php?article898>). Quant au livre de J. Salwyn Schapiro, il s'agit de *Liberalism and the Challenge of Fascism : Social Forces in England 1815-1870*, McGraw-Hill Book Company, 1949.

<sup>2</sup> « Les deux âmes du socialisme » <https://www.marxists.org/francais/draper/1966/deuxames/index.htm>.

<sup>3</sup> Comme me l'a indiqué F. Krier dans un mail, « le titre du livre a été choisi par l'éditeur ; le titre originel de ma thèse était "Proudhon als 'Wegweiser zum Dritten Reich' ? Eine Fährtenuche" (Proudhon comme 'guide vers le Troisième Reich' ? Un dépistage). L'expression "Wegweiser zum Dritten Reich" (guide vers le Troisième Reich) est une citation d'un auteur nazi, Willibald Schulze. » Deux brefs comptes rendus de ce livre ont été traduits par mes soins, cf. note suivante [NdT].

<sup>4</sup> Cf. les deux comptes rendus de Dominique F. Miething : <http://nfnf.eu/spip.php?article892> et Olaf Kistenmacher : <http://nfnf.eu/spip.php?article896> ; ainsi que l'article de J. Salwyn Schapiro et la réponse de Nicola Chiaromonte : <http://nfnf.eu/spip.php?article898>.

<sup>5</sup> P.-J Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* (wikisource.org).

argumentation sur une série de citations et de références qui présentent Proudhon comme un penseur détestant la démocratie et le socialisme ; un partisan de la dictature, opposé au mouvement ouvrier ; un raciste, qui considérait les Noirs comme la plus basse des races; un partisan du Sud pendant la guerre de Sécession; un antiféministe, un antisémite et un penseur méprisant l'« homme du peuple » ou « l'homme ordinaire ».

L'argument de Schapiro a été soutenu par de nombreux commentateurs de Proudhon et de l'anarchisme. Pour l'historien E.H. Carr, Schapiro « *dépeint [Proudhon] avec habileté et plausibilité comme le premier ancêtre de l'hitlérisme*<sup>6</sup> ». Ce jugement a ensuite été repris par l'essayiste socialiste George Lichtheim en 1969 et, via Lichtheim, par l'universitaire marxiste Paul Thomas en 1980<sup>7</sup>. Plus récemment, la présentation de l'édition de *Qu'est-ce que la propriété ?* chez Cambridge Texts a inclus le livre de Schapiro dans sa liste des « études les plus utiles » sur Proudhon (avec six autres ouvrages qui défendent un point de vue opposé) et suggère que ses idées ont influencé « *tous les éléments du spectre politique, sans exclure le fascisme* ». Même Peter Marshall s'est senti obligé de mentionner les affirmations de Schapiro, ne serait-ce qu'en passant, dans sa célèbre histoire de l'anarchisme (*Demanding the Impossible : A History of Anarchism*, PM Press, 2010).

Au sein des cercles militants de gauche, la thèse de Schapiro est surtout connue grâce au marxiste Hal Draper qui a reproduit nombre de ses citations et affirmations dans son célèbre essai *The Two Souls of Socialism*<sup>8</sup> [Les deux âmes du socialisme]. La thèse de Draper a été reprise dans les années 1980 par le léniniste David McNally dans sa brochure *Socialism from Below* [Le socialisme par en bas]<sup>9</sup> qui, lui aussi, reprend de nombreuses citations utilisées par Schapiro. Plus récemment, l'universitaire marxiste Alan Johnson a présenté Draper comme un spécialiste du marxisme qui défendait le socialisme authentique et, pour illustrer son propos, il a cité Proudhon par l'intermédiaire de Schapiro : « *Proudhon ('toute cette démocratie me dégoûte')*<sup>10</sup>. » Ainsi, les affirmations de Schapiro sur Proudhon ont fait partie de l'éducation idéologique de générations de militants marxistes qui ont lancé ces accusations à la tête d'innombrables anarchistes.

Le penseur qui a influencé des personnalités comme Alexandre Herzen, Joseph Déjacque, Michel Bakounine, Pierre Kropotkine, Emma Goldman, Rudolf Rocker et Daniel Guérin (parmi beaucoup d'autres) aurait-il été mal compris par ces derniers et était-il réellement un proto-fasciste ?

Poser une telle question devrait suffire à y répondre mais, comme je l'ai noté, les affirmations de Schapiro sont encore répétées aujourd'hui. Dans ces conditions, une évaluation de son travail s'impose. Si l'antifasciste italien Nicola Chiaromonte<sup>11</sup> a fourni une critique succincte de l'article de Schapiro en 1946, ce texte n'est pas très connu bien qu'il « *constitue l'un des*

---

<sup>6</sup> E.H. Carr, « Proudhon : Robinson Crusoe of Socialism », *Studies in Revolution*, Macmillan, 1950, p. 40.

<sup>7</sup> George Lichtheim, *The Origins of Socialism*, Frederick A. Praeger, 1969, p. 86 ; Paul Thomas, *Karl Marx and the anarchists*, Routledge and Kegan Paul, 1980, p. 186.

<sup>8</sup> *The Two Souls of Socialism*, Independent Socialist Committee, 1966, pp. 10-11. Draper y a ajouté ses propres citations (non référencées) : « *Pour Proudhon, voir le chapitre dans Liberalism and the Challenge of Fascism de J.S. Schapiro, et les Carnets de Proudhon* ». Réimprimé fréquemment, cette brochure a été incluse dans un recueil de ses écrits intitulé *Socialism From Below*, Center for Socialist History, 2001).

<sup>9</sup> David McNally, *Socialism from Below : The History of an Idea*, International Socialist Organisation, 1984 [Cf. l'extrait sur Proudhon en annexe, NdT].

<sup>10</sup> Alan Johnson, « Democratic Marxism : The Legacy of Hal Draper », *Marxism, the Millennium and Beyond*, Palgrave, 2000, Mark Cowling et Paul Reynolds (dir.), p. 202.

<sup>11</sup> Nicola Chiaromonte, « Pierre-Joseph Proudhon : un penseur inconfortable » (1946) : <http://nnpf.eu/spip.php?article898>.

meilleurs essais écrits sur Proudhon <sup>12</sup>». Un spécialiste de Proudhon a simplement noté que « soutenir que Proudhon était un proto-fasciste suggère que l'on n'a jamais examiné sérieusement les écrits de Proudhon <sup>13</sup> ». Un autre, s'appuyant sur une analyse approfondie de *La guerre et la paix* et de sa place dans la pensée de Proudhon, rejette également les affirmations de Schapiro : « Proudhon n'était pas un fasciste <sup>14</sup>. »

Cependant, aucune analyse approfondie des affirmations de Schapiro n'a été effectuée jusqu'ici en les comparant aux références qu'il a fournies pour les étayer. Ce travail n'ayant pas été effectué, les citations et les résumés de Proudhon présentés par Schapiro sont restés incontestés et protégés par le fait qu'ils avaient été en quelque sorte « révisés par ses pairs ». Tant que cette confrontation avec les sources n'aura pas été réalisée, toute critique de Schapiro pourra elle-même être rejetée car on ne peut nier que certains fragments de son argumentation sont corrects, ou du moins partiellement, et que ces éléments ont donné du crédit au reste. Pourtant, comme nous le montrerons, son argumentation repose sur une érudition médiocre, marquée par les inventions, les citations sélectives, les traductions douteuses et les omissions.

Comme Schapiro affirme qu'un « examen exhaustif de ses écrits a convaincu l'auteur, à contrecœur il est vrai, que Proudhon était un précurseur du fascisme dans sa perspective essentielle et ses implications sinistres » (p. IX), il est indispensable de citer ces écrits <sup>15</sup>. Cet article démontrera que Schapiro a complètement déformé les idées de Proudhon et il permettra aux anarchistes d'aujourd'hui de réfuter ses affirmations que les marxistes utilisent sans cesse contre eux.

### Sur la démocratie et le suffrage universel

La première affirmation, et la plus répétée, pour prouver que Proudhon était un proto-fasciste, concerne sa vision de la démocratie. Schapiro lance de nombreuses accusations à ce sujet dans son article [de 1945] mais il ne fournit en fait que trois citations à l'appui de sa thèse. Bien qu'elles soient complétées par d'autres citations et d'autres affirmations, celles-ci restent la pièce maîtresse du chapitre de son livre et montrent sa technique à l'œuvre. La première affirmation de Schapiro est la plus réutilisée : « *Le mépris et la haine de Proudhon à l'égard de la démocratie dépassaient toute limite décente, et ses attaques diffamatoires et dégoûtantes contre la démocratie ne furent dépassées que par celles des fascistes de notre époque [les années 30 et 1940, NdT]. " Toute cette démocratie me dégoûte, écrivait-il, elle veut qu'on la gratte là où la vermine la démange, mais elle n'entend pas qu'on la peigne ni qu'on la dégrasse. J'ai bien envie de tomber une bonne fois à bras raccourcis sur cette tourbe" <sup>16</sup> » (p. 350).*

Schapiro donne comme référence « *Correspondance*, tome XI, p. 97 », mais il amalgame trois phrases distinctes de Proudhon en un seul passage sans indiquer qu'il manque des mots ni qu'elles apparaissent sur des pages différentes. Le contexte est également supprimé, de même que le fait que Proudhon se réfère à des questions différentes sur ces deux pages.

Dans la première phrase, Proudhon déplore que d'autres membres de la gauche l'attaquent comme « *un faux démocrate, un faux ami du progrès, un faux républicain* » en raison de sa position critique sur l'indépendance de la Pologne <sup>17</sup>. Contrairement à la plupart des membres

---

<sup>12</sup> Robert L. Hoffman, *Revolutionary Justice: The Social and Political Theory of P.-J. Proudhon*, University of Illinois Press, 1972, p. 204.

<sup>13</sup> Steven K. Vincent, *Pierre-Joseph Proudhon and the Rise of French Republic Socialism*, Oxford University Press, 1984, p. 234.

<sup>14</sup> Alex Prichard, *Justice, Order and Anarchy : The International Political Theory of Pierre-Joseph Proudhon*, Routledge, 2013, p. 171.

<sup>15</sup> Schapiro puise surtout dans la correspondance de Proudhon (22 références) et dans *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre* (14 références). Ses citations sont donc peu représentatives des écrits de Proudhon.

<sup>16</sup> *Correspondance de P.-J. Proudhon*, Lacroix, 1875, tome XI, p. 197.

<sup>17</sup> *Correspondance de P.-J. Proudhon, op. cit.*, p. 196.

de la gauche française, Proudhon s'opposait à la création d'un État polonais, comme il l'expose immédiatement avant les mots que cite Shapiro : « *Ce qu'il y a de pis, c'est que M. Élias Regnault [...] ne répondant rien aux impossibilités de reconstitution que je signale, n'en persiste pas moins à demander le rétablissement de la Pologne, sous prétexte que la Pologne nobiliaire, catholique, aristocratique, divisée en castes, a une vie à part, et qu'elle a le droit de vivre de cette vie quand même* <sup>18</sup> ! »

Une fois le contexte compris, le sens du propos de Proudhon devient clair. Il soutient qu'une Pologne indépendante *ne serait pas une* démocratie, mais plutôt un régime dirigé par une noblesse vivant sur le dos de la paysannerie. Il se moque de ceux qui, à gauche, violent leurs propres principes démocratiques en soutenant la création d'un régime féodal, comme le montre clairement le paragraphe suivant : « *Toute cette démocratie me dégoûte. La raison ne sert de rien avec elle, ni les principes, ni les faits. Peu lui importe de se contredire à chaque pas. Elle a ses dadas, ses tics et ses chics ; elle veut qu'on la gratte là où la vermine la démange, mais elle n'entend pas qu'on la peigne ni qu'on la dégrasse ; elle ressemble à ce gueux canonisé qui, rongé vivant par les vers, les remettait dans ses plaies lorsqu'ils s'échappaient* <sup>19</sup>. » (Les mots soulignés l'ont été par Schapiro.)

En ignorant le sarcasme très évident, puis en supprimant (sans l'indiquer) la majeure partie de ce paragraphe, y compris les mots clés selon lesquels la gauche ne fait que « *se contredire à chaque pas* », Schapiro obscurcit l'opinion de Proudhon, à savoir que ces démocrates français contredisent les principes qu'ils revendiquent eux-mêmes en soutenant la création d'un régime aristocratique et divisé en castes. Proudhon revient sur ce point dans un autre texte : « *Que les nobles polonais appuient l'idée de février [c'est-à-dire la république sociale et démocratique], la fin du militarisme et la constitution du droit économique, et, en servant la civilisation générale, ils serviront mieux leur pays que par une vaine ostentation de nationalité* <sup>20</sup>. »

En 1863, il remarque que « *la Pologne aristocratique [...] jouit de plus d'autorité que le suffrage universel lui-même* » dans la gauche française ; il exhorte les nobles polonais à soutenir l'émancipation des serfs et la réforme agraire ; et il attend avec impatience « *une constitution représentative, fondée sur le suffrage universel* » pour la Pologne et la Russie <sup>21</sup>.

Schapiro n'explique pas pourquoi Proudhon s'opposait au mouvement national polonais, pourquoi il ridiculisait ceux qui le soutenaient, et pourquoi il considérait le soutien à ce mouvement comme un exemple de « *nationalisme libéral* », « *frère siamois* » de la démocratie (p. 350). Il dépeint l'opposition de Proudhon au nationalisme comme si elle relevait d'une forme de nationalisme français, alors qu'elle était fondée sur une analyse de classe <sup>22</sup>.

La dernière phrase citée par Schapiro apparaît sur une autre page dans laquelle Proudhon aborde un autre sujet. Cette fois, il n'évoque plus la démocratie, mais fait référence à « *certain* patriotes » qui le calomnient comme « *un conservateur, un propriétaire, un orléaniste, un bourgeois* » et cherchent « *à arrêter la vente de mes brochures* » avant d'écrire : « *J'ai bien envie de tomber une bonne fois à bras raccourcis sur cette tourbe !* ». Comme on peut le constater, « *cette tourbe* », pour Proudhon, *ne fait pas* référence au peuple exerçant ses droits démocratiques (comme le soutient Schapiro) mais à un groupe opposé aux idées de Proudhon

---

<sup>18</sup> *Correspondance, op. cit.*, p. 197.

<sup>19</sup> *Correspondance, op. cit.*, p. 197.

<sup>20</sup> *La guerre et la paix, Œuvres complètes*, Rivière, 1927, tome VI, p. 506.

<sup>21</sup> « Si les traités de 1815 ont cessé d'exister ? Actes du futur congrès », *Œuvres complètes*, Rivière, 1952, tome XIII, pp. 417, 412, 426-4277.

<sup>22</sup> Cf. aussi l'analyse de Prichard sur les conceptions de Proudhon à propos de la Pologne (pp. 59-64). Schapiro n'explique pas non plus pourquoi un proto-fasciste a pu s'opposer au nationalisme ni pourquoi il aurait prôné une union fédérale de toutes les nations, y compris la France (Prichard, pp. 57-58).

qu'il décrit comme une « *hydre* » qui a des « *mâchoires* » dont il aimerait « *tirer l'idée républicaine* »<sup>23</sup>.

En bref, sa citation la plus accablante, répétée par les marxistes depuis lors, provient simplement d'un bricolage sélectif qui transforme les arguments de Proudhon *en faveur de la démocratie* – il souhaite que les démocrates la soutiennent de façon cohérente – en leur contraire.

On peut appliquer à peu près la même remarque à la deuxième citation. Schapiro ne se demande pas pourquoi, si Proudhon inclut la « *souveraineté populaire* » dans les « *pauvretés politiques* » contre lesquelles il « *déchaîne un assaut furieux, presque obscène* », il reproche également au suffrage universel d'entraîner « *l'étranglement de la conscience publique, le suicide de la souveraineté populaire et l'apostasie de la Révolution* » (p. 349). De plus, la référence de cette citation ne fournit pas réellement le contexte de ce passage, bien qu'elle mentionne sa source réelle. Mieux vaut le citer entièrement<sup>24</sup> :

« *Q – Quelle est votre opinion sur le suffrage universel ?*

*A – Tel que l'ont fait depuis 89 toutes les constitutions, le suffrage universel est l'étranglement de la conscience publique, le suicide de la souveraineté du peuple, l'apostasie de la Révolution. Un pareil système de suffrages peut bien, à l'occasion, et malgré toutes les précautions prises contre lui, donner au pouvoir un vote négatif, tel qu'a été le dernier vote parisien [1857] : il est incapable de produire une idée. Pour rendre le suffrage universel intelligent, moral, révolutionnaire, il faut, après avoir organisé la balance des services et révoqué les privilèges, faire voter le citoyen par catégories de fonctions, conformément au principe de la force collective qui fait la base de la société et de l'État*<sup>25</sup>. »

Les arguments de Proudhon selon lesquels la démocratie centralisée et unitaire est fondamentalement antidémocratique et sa défense d'une démocratie décentralisée, fédéraliste et fonctionnelle sont transformés par Schapiro en une opposition à la démocratie en tant que telle.

La troisième citation, selon Schapiro, montre que pour Proudhon, « *le suffrage universel a créé le pire de tous les gouvernements, parce qu'il reposait sur "l'idée de l'État étendue à l'infini"*<sup>26</sup> » (p. 349). Il s'agit d'une référence aux *Confessions d'un révolutionnaire*, mais Schapiro omet de mentionner que Proudhon *ne faisait pas* référence au suffrage universel en tant que tel, mais à la « *démocratie gouvernementale* » et qu'il avait « *prouvé* » qu'elle n'était « *qu'une monarchie retournée* »<sup>27</sup>. Pour un anarchiste, dénoncer le suffrage universel étatiste, ce n'est pas la même chose que de s'opposer à la démocratie. De même, Schapiro omet de noter que Proudhon affirme ensuite qu'un tel système centralisé « *est la réunion de toutes les exploitations agricoles en une seule exploitation agricole ; de toutes les entreprises industrielles en une seule entreprise industrielle* » ; en d'autres termes, ce système réunit le pouvoir économique et le pouvoir politique entre les mains de ceux qui sont au sommet de l'État<sup>28</sup>.

---

<sup>23</sup> *Correspondance, tome XI, p. 198.*

<sup>24</sup> Arthur Desjardins, *P.-J. Proudhon : sa vie, ses œuvres, sa doctrine*, Perrin, 1896. Il faut noter que, dans les pages de cet ouvrage citées par Schapiro (II, p. 214 et suivantes), Desjardins explique clairement que Proudhon était un anarchiste et il relie ses idées à celles d'autres anarchistes comme Bakounine, Reclus et Kropotkine ainsi qu'à la Commune de Paris.

<sup>25</sup> *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, Garnier Frères, 1858 (Gallica). Il faut noter que, immédiatement avant ce passage, Proudhon condamne toute dictature.

<sup>26</sup> *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février*, 3<sup>e</sup> édition, Garnier Frères, 1851 (Gallica).

<sup>27</sup> *Idem* (Gallica).

<sup>28</sup> *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février, Œuvres complètes*, Rivière, 1929, tome VII, p. 185.

De plus, Proudhon citait un ouvrage antérieur, *La Démocratie*, publié quelques jours après la Révolution de février, dans lequel il affirmait que la démocratie privilégiée par la gauche – une démocratie centralisée et unitaire – niait la souveraineté du Peuple. Il est intéressant d'évoquer ce pamphlet car il résume l'argument de Proudhon selon lequel la démocratie bourgeoise n'est, en fait, pas si démocratique que cela, dans la mesure où elle donne du pouvoir à la poignée de politiciens qui composent le gouvernement plutôt qu'au peuple qu'ils prétendent représenter. Ainsi, « *Ignorance ou impuissance, le Peuple, d'après la théorie démocratique, est incapable de se gouverner : la démocratie, comme la monarchie, après avoir posé comme principe la souveraineté du Peuple, aboutit à une déclaration de l'incapacité du Peuple !* » Un tel régime est fondé sur « *l'inégalité des fortunes, toujours la délégation du souverain, toujours le gouvernement des notabilités. Au lieu de dire, comme M. Thiers : Le Roi règne et ne gouverne pas ; la démocratie dit: Le Peuple règne et ne gouverne pas, ce qui est nier la Révolution* ». Proudhon oppose la démocratie à la république (qu'il appelle une « *anarchie positive* ») dans laquelle « *tout citoyen est roi* » « *règne et gouverne*<sup>29</sup> » sur la base d'un suffrage universel (masculin) renforcé par des mesures permettant d'aller au-delà de la simple élection des maîtres : « *Enfin, nous voilà tous électeurs ; nous pouvons choisir les plus dignes. Nous pouvons plus ; nous les suivrons pas à pas dans leurs actes législatifs et dans leurs votes ; nous leur ferons passer nos raisons et nos pièces ; nous leur intimerons notre volonté, et quand nous serons mécontents, nous les révoquerons. Le choix des capacités, le mandat impératif, la révocabilité permanente, sont les conséquences les plus immédiates, les plus incontestables du principe électoral. C'est l'inévitable programme de toute la démocratie. Or, la démocratie, pas plus que la monarchie constitutionnelle, ne s'accommode d'une pareille déduction de son principe*<sup>30</sup>. »

En d'autres termes, la démocratie – considérée comme un régime représentatif centralisé et unitaire – ne peut atteindre ses objectifs déclarés d'autogouvernement et de participation populaires. Ainsi, l'argument de Proudhon qui cherchait à montrer pourquoi la démocratie gouvernementale n'était pas démocratique se transforme, une fois de plus chez Schapiro, en une opposition à la démocratie en tant que telle. Comme Proudhon l'affirme à plusieurs reprises, seul un système décentralisé, fédéral et fonctionnel peut réaliser une véritable démocratie en appliquant le suffrage universel à tous les groupes de la société (à l'exception, selon lui, de la famille), qu'ils soient politiques ou économiques : « *Qu'est-ce donc que le suffrage universel, considéré non plus dans ses opérations matérielles, mais dans sa vie, dans son idée ?... C'est la puissance sociale ou force de collectivité de la nation dans sa forme initiatrice, et déjà dans l'activité de ses fonctions, c'est-à-dire dans le plein exercice de sa souveraineté. [...] Dans le suffrage universel, en un mot, nous possédons, mais sur une échelle réduite, ou pour mieux dire à l'état embryonnaire, le système entier de la société future. Le réduire à la nomination par le peuple de quelques centaines de députés sans initiative [...], c'est faire de la souveraineté sociale une fiction, étouffer la Révolution dans son principe même*<sup>31</sup>. »

Une république centralisée et unitaire ne garantirait pas la démocratie au sens d'une participation active du peuple à la gestion de ses affaires communes car, comme il l'explique en 1846, « *du moment que les conditions constitutives du pouvoir – c'est-à-dire l'autorité, la propriété, la hiérarchie – sont conservées, le suffrage du peuple n'est plus que le consentement du peuple à son oppression*<sup>32</sup> ». D'où la nécessité d'un fédéralisme socio-économique pour donner un sens au suffrage universel car « *la division du pays en ses groupes naturels :*

<sup>29</sup> *Solution du problème social*, Pilhes, 1848, p. 119 (Gallica).

<sup>30</sup> *Solution du problème social*, Pilhes, 1848, p. 79 (Gallica). Voir aussi 8/15 novembre 1848, *Œuvres complètes de P.-J. Proudhon*, tome XVII, *Mélanges. Articles de journaux 1848-1852, premier volume. Articles du Représentant du Peuple. Articles du Peuple*, A. Lacroix, Verboekhoven.

<sup>31</sup> « Les démocrates assermentés et les réfractaires », *Œuvres complètes*, tome XIII, p. 84.

<sup>32</sup> *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère ou Philosophie de la misère*, Guillaumin, 1846, tome I, p. 357.

provinces ou régions, départements, cantons, communes, corporations, etc. » assurerait que « Le suffrage universel, avec ses circonscriptions rationnelles, c'est [...] la Révolution, non seulement politique, mais économique telle que la liberté, la justice, la science et un sage progrès la suggèrent<sup>33</sup> ». La création de citoyens « ne peut s'obtenir que par la décentralisation », sinon le peuple ne pourra « jouir que d'une souveraineté fictive<sup>34</sup> ».

Schapiro déplore que, dans *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, Proudhon rende « difficile, très difficile, de se faire une idée claire du schéma de gouvernement économique que Proudhon appelait "mutualisme" ». S'il ne parle pas dans cet ouvrage de « deux fédérations nationales, l'une de producteurs, l'autre de consommateurs », il évoque en revanche un conseil « choisi par les diverses associations\* » pour « régler leurs affaires communes\*<sup>35</sup> », mais Schapiro n'indique pas comment Proudhon pensait que ces dernières seraient choisies (p. 353). Pourtant, cet ouvrage est clair sur les processus internes au sein des diverses associations : il y aura « l'égalité démocratique et sa manifestation légitime, le suffrage universel ». « Les groupes qui composent la Confédération, ce qu'on nomme ailleurs l'État, sont eux-mêmes des États, se gouvernant, se jugeant et s'administrant en toute souveraineté selon leurs lois propres [...]. Dans chacun des États confédérés, le gouvernement est organisé selon le principe de la séparation des pouvoirs : l'égalité devant la loi et le suffrage universel en forment la base ». Ainsi, « Dans le système fédératif, le contrat social est plus qu'une fiction ; c'est un pacte positif, effectif, qui a été réellement proposé, discuté, voté, adopté, et qui se modifie régulièrement à la volonté des contractants. Entre le contrat fédératif et celui de Rousseau et de 93, il y a toute la distance de la réalité à l'hypothèse<sup>36</sup>. »

Comme cela réfuterait son argumentation, ces passages – comme tant d'autres – ne sont pas mentionnés par Schapiro. Comme le résumera plus tard Aaron Norland, « Proudhon a cherché à s'assurer que la souveraineté du peuple, qui, selon Rousseau, ne pouvait jamais être aliénée, ne le serait en effet jamais » ; « ce qui nous surprend, surtout au vu des attaques dont Proudhon a accablé Rousseau, c'est à quel point la pensée de Proudhon est parallèle à celle de Rousseau sur de nombreux points fondamentaux<sup>37</sup> ». Schapiro mentionne effectivement la critique de Proudhon à l'égard de la démocratie de Rousseau selon laquelle « c'était une "aristocratie déguisée", parce que le gouvernement était contrôlé par quelques hommes, appelés "représentants" » et utilisait « l'État pour dominer le peuple » et « contre le prolétariat déshérité dans l'intérêt de la classe possédante » (pp. 349-350). Pourtant, plutôt que de poursuivre cette analyse de classe qui est la base de la critique de Proudhon de la démocratie (bourgeoise), Schapiro s'empresse de passer à autre chose.

Dans le cadre de cet article, je ne peux décortiquer ses autres affirmations, si ce n'est pour noter que ses preuves de la « haine » de Proudhon pour la démocratie se révèlent sans fondement, et sont (au mieux) le produit de citations sélectives. Nous ne sommes donc pas

---

<sup>33</sup> « Les démocrates assermentés et les réfractaires », *op. cit.*, p. 86.

<sup>34</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, Œuvres complètes, Rivière, 1936, tome IX, p. 135.

<sup>35</sup> **Note du traducteur** : je n'ai pas retrouvé ces deux courtes citations de Proudhon en français d'où les deux astérisques.

<sup>36</sup> *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, Œuvres complètes, Rivière, 1959, tome XV, pp. 544, 545–6, 318. [**Note du traducteur** : ne disposant pas de cette édition, j'ai utilisé la version française publiée chez Dentu en 1863 et disponible sur Gallica.]

<sup>37</sup> Aaron Noland, « Proudhon and Rousseau », *Journal of the History of Ideas*, volume 28, n° 1, janvier-mars 1967, pp. 51, 5

surpris que Proudhon ait proclamé : « *Je suis démocrate : mes explications, sans cesse répétées, de ce que j'entends par an-archie en déposent*<sup>38</sup> ».

### Sur la révolution et Louis-Napoléon

Dans le cadre d'une analyse plus vaste [de ce qu'il juge être les trois précurseurs du fascisme : Proudhon, Louis-Napoléon Bonaparte et l'écrivain raciste et contre-révolutionnaire Thomas Carlyle, *NdT*], Schapiro considère que Louis-Napoléon était un homme d'État proto-fasciste. C'est pourquoi il tient à montrer que Proudhon aurait soutenu la transformation de Louis-Napoléon de président en empereur, puis celle de la Seconde République en Second Empire :

« *Avec force et à plusieurs reprises, Proudhon [dans *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*] a fait passer l'idée qu'une révolution sociale ne pouvait s'accomplir que par la dictature d'un seul homme. En raison des divisions des partis, la révolution, si nécessaire à la France, ne pouvait provenir des délibérations d'une assemblée populaire, mais de la dictature d'un seul homme, soutenu par le peuple [...] L'"anarchiste" Proudhon [...] se félicita désormais de la constitution du Second Empire qui instaurait la dictature de Louis Napoléon* » (pp. 355-356).

Ce raisonnement pose de nombreux problèmes.

Premièrement, Schapiro n'explique pas comment Proudhon a pu « *saluer le Second Empire dictatorial comme l'événement historique tant attendu, passionnément espéré, qui inaugurerait le troisième monde* » dans un livre publié en **juillet 1852** alors que le Second Empire fut créé en **décembre 1852** (pp. 354-355). Lorsque le livre fut publié, Louis-Napoléon était encore le président démocratiquement élu de la Seconde République, même s'il avait dissous l'Assemblée nationale au nom du suffrage universel (masculin) ; même s'il avait réécrit la Constitution pour étendre les pouvoirs de sa fonction et fait ratifier cette mesure par 7 600 000 voix lors d'un plébiscite. On peut certes avancer que les différences entre le régime présidentiel de 1852 et le Second Empire étaient minimes, mais il n'en reste pas moins que Proudhon n'a pas pu écrire des commentaires sur un Empire qui n'avait pas encore été créé. Quoi qu'il en soit, on ne peut affirmer que Proudhon n'a pas « *salué* » le coup d'État de décembre 1851, puisqu'il a seulement écrit : « *J'accepte le fait accompli..., comme l'astronome tombé dans une citerne, acceptait son accident*<sup>39</sup>. »

Deuxièmement, Schapiro prétend que Proudhon aurait proclamé « *à plusieurs reprises* » la nécessité de la dictature, mais il ne fournit qu'une seule référence à l'appui de cette affirmation : « *J'ai déjà dit, écrit Proudhon, combien me répugnait la dictature, si familière aux Romains, et dont l'abus engendra l'autocratie césarienne. Je la considère comme une institution théocratique et barbare, menaçante, dans tous les cas, pour la liberté ; à plus forte raison la repoussé-je, lorsque la délégation qu'elle suppose est indéfinie dans son objet et illimitée dans sa durée. La dictature alors n'est plus pour moi que la tyrannie : je ne la discute pas, je la hais, et, si l'occasion se présente, je l'assassine...*<sup>40</sup> »

Proudhon évoque ensuite (« *C'était comme si [Louis-Napoléon] avait dit au pays* ») le régime créé en décembre 1851, dans une description que Schapiro résume. Il va sans dire que décrire ne signifie pas approuver. Ailleurs, Proudhon note : « *Et c'est pourquoi je suis opposé à la dictature, et à toute espèce de coup d'État* » ; et, si « *Le gouvernement est impossible* », alors « *Le gouvernement personnel, ou despotique, est impossible*<sup>41</sup>. »

Troisièmement, Schapiro ne tente pas d'expliquer les idées de Proudhon sur la révolution et le progrès social. Si l'on ne comprend pas cet aspect de la pensée de Proudhon, l'affirmation de Schapiro selon laquelle Proudhon aurait « *salué le renversement de la Seconde République*

<sup>38</sup> *Mélanges : Articles de journaux 1848–1852 III, Œuvres complètes de P.-J. Proudhon*, Lacroix, 1871, tome XIX, p. 32

<sup>39</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre, op. cit.*, p. 112.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>41</sup> *Ibid.*, pp. 202, 287.

comme un grand pas en avant » peut sembler superficiellement valable (p. 335). Cependant, une fois qu'on a compris la position de Proudhon, la faiblesse de cette critique de Schapiro devient évidente. Pour Proudhon, l'évolution sociale et économique allait dans le sens du progrès, quels que fussent le régime politique ou les politiciens en place :

« Proudhon considérait [la révolution] comme un lent mouvement de l'évolution selon la loi naturelle, qui se poursuivait malgré les changements de constitutions et de formes de gouvernement. Les lois de l'économie sociale étaient, selon lui, indépendantes de la volonté de l'homme et du législateur. La Révolution s'accomplirait parce qu'il existait dans les masses une tendance au bien-être et à la vertu. La société progressait toujours. Pour ces raisons, Proudhon pouvait écrire que la Révolution avait été favorisée par le coup d'État de Louis Napoléon, le 2 décembre 1851. Ses amis ne pouvaient guère comprendre le sens de son livre, La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre. Plus exactement, cet ouvrage aurait pu s'intituler " La Révolution malgré le coup d'État du 2 décembre 1851 " car en réalité c'était la thèse qui y était soutenue. [...] La Révolution avançait irrésistiblement parce qu'elle était un profond courant de fond que ne troublaient pas les vents qui en agitaient la surface<sup>42</sup>. »

Ainsi, « la révolution, démocratique et sociale [...] est désormais pour la France, pour l'Europe, une condition forcée, presque un fait accompli<sup>43</sup> ». Le régime politique pouvait agir pour favoriser ou freiner ce progrès ; et les différents gouvernements et assemblées de la Seconde République l'avaient très largement entravé (par exemple, la destruction des clubs après les journées de juillet 1848 et les restrictions au suffrage universel votées en juillet 1850, toutes deux dénoncées par Proudhon<sup>44</sup>. Ainsi, non seulement le progrès socio-économique était entravé, mais la possibilité de toute réforme était bloquée. Proudhon affirmait qu'une telle situation ne pouvait être maintenue, que quelque chose devait céder. Tel fut le rôle des événements de décembre 1851, ratifiés ensuite par une large majorité de l'électorat (masculin). (Pour Marx, Louis-Napoléon était « l'élu des paysans », la « classe la plus nombreuse de la société française » et donc « la masse du peuple français<sup>45</sup> ».) Le président qui venait de s'accorder tous les pouvoirs lança alors une série de réformes, sans que l'Assemblée nationale conservatrice ne puisse les bloquer, ou qu'elles soient rejetées comme impraticables par les économistes libéraux.

Ainsi, le 2 Décembre « démontra » la révolution sociale parce qu'il supprima ce qui empêchait le progrès social. Cependant, il ne « démontra » pas la révolution sociale dans sa politique spécifique ni dans le régime qu'il créa. Louis-Napoléon, comme tous les gouvernements instaurés après la révolution de février 1848, avait le choix d'encourager, ou d'entraver, les progrès de la Révolution sociale. Tout en reconnaissant que le président bénéficiait du soutien de la bourgeoisie, Proudhon l'exhorta à utiliser le mandat du plébiscite pour mettre en œuvre des réformes économiques et politiques. Le choix était le suivant: « Anarchie [...] ou césarisme : vous ne sortirez plus de là [...] vous voilà pris entre l'Empereur et la Sociale !<sup>46</sup> ». À ce titre, l'accuser de soutenir le césarisme est proprement stupéfiant.

De plus, Proudhon reconnaissait qu'un régime autocratique, s'il pouvait (au mieux) détruire ce qui entravait le progrès social, ne pouvait l'encourager. C'est pourquoi il exhortait le président à entreprendre des réformes démocratiques, faisant valoir qu'il avait lui-même

---

<sup>42</sup> William H. George, « Proudhon and Economic Federalism », *Journal of Political Economy*, volume 30, n° 4, août 1922, p. 537.

<sup>43</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., p. 266.

<sup>44</sup> En ce qui concerne les premiers, « l'organisation des sociétés populaires était le pivot de la démocratie, la pierre angulaire de l'ordre républicain » car « sous le nom de clubs, ou sous tout autre qu'il vous plaira, il s'agit de l'organisation du suffrage universel sous toutes les formes, de l'édifice même de la Démocratie » (*Les Confessions d'un révolutionnaire*, chapitre VI, Garnier Frères, 1851, Gallica).

<sup>45</sup> *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon* (marxists.org).

<sup>46</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., p. 294.

« défendu le suffrage universel, comme un droit constitutionnel et une loi de l'État ; et puisqu'il existe, je ne demande pas qu'il soit supprimé, mais qu'il soit éclairé, qu'il soit organisé et qu'il vive ». Le régime devait « affirmer, sans restriction ni équivoque, la révolution sociale » et cela exigeait « qu'il appelle à lui, au lieu d'un corps de muets, une véritable représentation de la classe moyenne et du prolétariat » ; « les affaires des particuliers ne prospèrent qu'autant qu'ils ont confiance dans le gouvernement ; que le seul moyen de leur donner cette confiance est de les faire eux-mêmes membres actifs du souverain ; que les exclure du gouvernement revient à les évincer de leurs industries et de leurs propriétés ; et qu'une nation laborieuse comme la nôtre, gouvernée sans le contrôle perpétuel de la tribune, de la presse et du club [politique], est une nation en faillite<sup>47</sup> ».

Proudhon ne faisait que répéter ici des arguments qu'il avait déjà avancés avant 1851 et qu'il répétera par la suite. Ainsi, par exemple, dix ans plus tard, il soutient que « La civilisation ne marche que par l'influence que les groupes politiques exercent les uns sur les autres, dans la plénitude de leur souveraineté et de leur indépendance ; établissez sur eux tous une puissance supérieure, qui les juge et les contraigne, le grand organisme s'arrête ; il n'y a plus ni vie ni idée<sup>48</sup>. »

Il en va de même pour l'affirmation de Schapiro selon laquelle Proudhon pensait qu'il « était possible et souhaitable [...] qu'un parti avale tous les autres partis », parce que, selon lui, un parti des classes ouvrières (prolétaires, artisans et paysans), « avait une signification sinistre » (p. 356). Schapiro omet de mentionner que Proudhon déclara également que « leur imposer le silence [aux partis] par des moyens de police » était « impossible » et que « les idées ne se combattent que par les idées ». Comme l'État, les partis reflétaient le fait que « Le vice du régime économique produit l'inégalité des fortunes, et par suite la distinction des classes ; la distinction des classes appelle, pour la défendre, la centralisation politique ; la centralisation politique donne naissance aux partis, avec lesquels le pouvoir est nécessairement instable et la paix impossible. Une réforme économique radicale peut, seule, nous tirer de ce cercle<sup>49</sup> ». Il n'est guère « sinistre » de suggérer que l'élimination des classes produirait la fin des partis et de l'État.

Schapiro, de même, omet de mentionner que Proudhon avait auparavant exprimé l'espoir de voir la fin des partis tout en proclamant fièrement qu'il « appartenait au parti du travail » car « désormais, sous le drapeau de la République il n'y a plus que deux partis en France : le parti du travail et le parti du capital<sup>50</sup> ». Ainsi, son utilisation du terme de parti indique une tendance qui pourrait inclure une diversité d'opinions et de groupements tandis que ces derniers disparaîtraient naturellement avec les classes qu'ils reflètent.

Plutôt que de soutenir la dictature, Proudhon jugeait en fait que le président devait introduire des réformes démocratiques parallèlement aux réformes économiques, car le « gouvernement représentatif » était « un passage nécessaire à la démocratie industrielle » et « la liberté industrielle et la liberté politique sont interdépendantes ; que toute restriction à la seconde est un obstacle pour la première<sup>51</sup> ». Louis-Napoléon, comme il le souligne constamment, avait le choix entre promouvoir la Révolution sociale (définie comme un mouvement « social et démocratique ») ou poursuivre son propre programme et promouvoir la réaction – d'où le titre (« L'anarchie ou le césarisme ») qu'il a donné au dernier chapitre de son livre. Comme la première option impliquait l'élimination des pouvoirs dont il venait de s'emparer, il n'est pas surprenant que l'appel de Proudhon soit tombé dans l'oreille d'un sourd. En décembre 1852,

---

<sup>47</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., pp. 170-171, 269, 258, 274.

<sup>48</sup> *La guerre et la paix*, op. cit., p. 293. Dans ce livre, Proudhon se compte aussi parmi les « républicains et les socialistes de 1848 » et se décrit lui-même comme un « démocrate » (pp. 6, 10).

<sup>49</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., pp. 268, 266.

<sup>50</sup> « Manifeste électoral du Peuple », op. cit.

<sup>51</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., pp. 258, 274.

plus de cinq mois après la publication de l'ouvrage de Proudhon, Louis-Napoléon donna sa réponse à la question qu'il avait soulevée : il choisit l'*Empereur* plutôt que d'affaiblir son pouvoir en lançant les réformes politiques et économiques démocratiques que Proudhon préconisait.

Il est donc vain et mensonger de tenter de dépeindre Proudhon comme un partisan de la dictature. Cependant, il n'a pas été aussi clair qu'il aurait dû l'être : « *Ainsi, malgré les caricatures, Proudhon n'était pas un admirateur flagorneur du prince président, prêt à tout pour s'attirer ses faveurs. Au contraire, il aurait fallu que le dictateur aille extraordinairement loin dans le sens de Proudhon pour s'assurer de son soutien. Il lui aurait fallu réformer la constitution en la rendant plus démocratique [...] Bonaparte aurait dû procéder à une réforme sociale et économique, aussi bien que politique. [...] Sans doute le livre [de Proudhon], au sens strict, excluait-il la collaboration. Les conditions posées pour la collaboration étaient si exigeantes qu'elles ne pouvaient être remplies. Néanmoins, une interprétation aussi stricte est trop subtile, parce qu'elle ne tient pas compte de l'impact du livre sur son public. L'argumentaire plutôt casuistique de La Révolution sociale ne pouvait qu'échapper à l'opinion [...]. Le livre était donc condamné à renforcer le nouveau régime, plutôt que la cause de la liberté, quelle qu'ait été l'intention de son auteur*<sup>52</sup>. »

De plus, comme Proudhon connaissait bien le président (il était, après tout, en prison au moment du coup d'État de décembre 1851 pour l'avoir publiquement attaqué comme un démagogue cherchant à devenir empereur), le livre flattait parfois Louis-Napoléon et l'incitait à entreprendre des réformes en indiquant que cela lui assurerait une place dans les livres d'histoire. De tels passages, lorsqu'ils sont cités hors contexte, font paraître un ouvrage imparfait sous un jour bien pire qu'il ne l'est en réalité.

Ce qui soulève une question évidente : pourquoi Proudhon a-t-il donc écrit un tel livre, en particulier compte tenu des réserves qu'il avait exprimées dans des lettres pendant la rédaction de ce texte ? Pour dire les choses simplement, il considérait le régime comme solide en raison de son soutien populaire et de l'absence de toute possibilité de révolte réussie contre lui. Comme le suggère le léniniste John Ehrenberg, « *Proudhon n'a pas vraiment soutenu le coup d'État* » car « *il n'espérait pas faire l'apologie de Louis-Napoléon mais sauver quelque chose de bon dans ce qui lui semblait être initialement une situation désespérée*<sup>53</sup> ». Plutôt que de soutenir la dictature comme le prétend Schapiro, la position de Proudhon était en réalité beaucoup plus banale : « *Je ne demande rien de mieux que de voir le [gouvernement] pour lequel je paie faire quelques changements et agir selon mes principes*<sup>54</sup>. »

Quatrièmement, la police de Louis-Napoléon comprit l'argumentation de Proudhon et refusa d'autoriser la publication de son livre. Proudhon fit alors appel au président lui-même ; vraisemblablement amusé et flatté que son vieil ennemi ait écrit ce qui semblait être un livre de soutien à son égard, le chef de l'État français autorisa sa publication. Évidemment, les autorités ne refirent pas la même erreur une seconde fois ; Proudhon ne put publier sous son propre nom pendant un certain nombre d'années, et uniquement sur des sujets économiques. Avec la publication de son premier ouvrage politique (*De la justice dans la Révolution et dans l'Église*) en 1858, Proudhon se retrouva bientôt accusé de corrompre les mœurs publiques et dut s'exiler en Belgique où il put publier librement. Le résumé que fait Schapiro de cette période laisse beaucoup à désirer, puisqu'il écrit : « *pendant la période du Second Empire, Proudhon se livra activement à l'écriture. Livre après livre et pamphlet après pamphlet jaillissaient de sa plume prolifique* » avant de noter que « *son arrestation fut ordonnée mais il s'enfuit à Bruxelles* » (p. 335). La complaisance implicite avec le régime n'est nullement démontrée et, si Schapiro a

---

<sup>52</sup> Alan Ritter, *The Political Thought of Pierre-Joseph Proudhon*, Princeton University Press, 1969, pp. 188-189.

<sup>53</sup> John Ehrenberg, *Proudhon and His Age*, Humanity Books, 1996, p. 129.

<sup>54</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, op. cit., p. 113. N'oublions pas qu'il avait fait la même demande à l'Assemblée nationale en 1848 et avait reçu une réponse similaire.

voulu dépeindre Proudhon comme un bonapartiste, les bonapartistes eux-mêmes étaient très conscients de sa politique et agirent en conséquence.

Cinquièmement, Schapiro ne mentionne pas les arguments de Proudhon contre l'existence d'un président. Ses articles avertissant que Louis-Napoléon voulait devenir empereur sont résumés comme suit : Proudhon fut « *arrêté sous l'accusation d'avoir écrit des articles violents contre le président Louis-Napoléon et condamné à trois ans de prison* » (p. 335). Schapiro ne mentionne pas non plus les écrits de Proudhon (publiés depuis sa prison) qui défendirent la Constitution et le suffrage universel contre les attaques de l'Assemblée nationale réactionnaire. Ce silence est compréhensible, étant donné qu'il serait difficile de dépeindre Proudhon comme un partisan de la dictature du chef de l'État alors qu'il s'opposait à une telle position en considérant « *la Présidence* », entre autres, comme « *la royauté* », « *la violation des principes révolutionnaires* » et « *la contre-révolution*<sup>55</sup> ». Si Proudhon avait été écouté, Louis-Napoléon ne serait jamais devenu empereur.

### **Sur le capitalisme et le socialisme**

Non seulement Schapiro présente Proudhon comme un « *détracteur passionné de la démocratie* », mais il l'accuse d'avoir vu le « *socialisme* » sous le même angle (p. 362). Et il s'enflamme : « *En évoquant les questions sociales et politiques de son époque, Proudhon n'a pas du tout appliqué ses conceptions anarchistes. Elles ne semblaient pas faire partie de ses attaques vigoureuses contre les idées de ses adversaires, qu'ils soient de gauche ou de droite. Sa haine du socialisme, que Proudhon considérait comme le pire de tous les poisons sociaux, le poussait à prôner l'anarchie comme son contraire même. Ce qu'il voyait réellement dans l'anarchie n'était pas une solution aux problèmes sociaux mais un antidote au socialisme* » (p. 363).

Il oppose Proudhon aux socialistes qui « *dirigeaient leurs attaques contre le système de production capitaliste ; ils cherchaient donc à substituer la socialisation à la propriété privée – les utopistes, par le biais des sociétés coopératives, et les marxistes, par la propriété gouvernementale* ». L'« *anticapitalisme [de Proudhon] n'était pas le même que celui des socialistes. [...] Ce n'est pas le système de production, mais le système d'échange qui était la racine du mal du capitalisme* » (p. 342).

C'est là un aspect essentiel de son argumentation. En effet, Schapiro cite le marxiste Franz Neumann selon lequel, « *en désignant le capital prédateur, le national-socialisme marche sur les traces de Proudhon qui, dans son Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle, exigeait la liquidation de la Banque de France et sa transformation en une institution d'utilité publique* » (pp. 366-367). Schapiro omet de mentionner que Neumann ne fait que répéter le jugement de Marx sur Proudhon et souligne que « *l'anticapitalisme national-socialiste se garda toujours de dénoncer le capital productif, c'est-à-dire le capital industriel, et se concentra uniquement sur le capital "prédateur" (c'est-à-dire bancaire)*<sup>56</sup> ».

Selon Schapiro, Proudhon, donc, serait un proto-fasciste parce qu'il se serait concentré exclusivement sur le capital financier, aurait ménagé le capital productif et rejeté la socialisation des moyens de production et les sociétés coopératives. Pourtant, contrairement à ses affirmations sur la démocratie, Schapiro fournit peu de références : le lecteur se voit offrir des commentaires en passant sur le *Système des contradictions économiques* de Proudhon, son opposition au « *droit au travail* » au début de la Révolution de 1848 et ses conflits avec des gens comme Louis Blanc (p. 334). Ce manque de preuves est compréhensible car chaque maillon de la chaîne de raisonnement pour arriver à sa conclusion est défectueux.

Tout d'abord, il est vrai que Proudhon a effectivement cherché « *à trouver une solution du problème social autre que celle présentée par les socialistes ou par les économistes classiques* » en 1846 (p. 334). Cependant, Schapiro oublie que si les économistes prônaient

---

<sup>55</sup> « La Constitution et la présidence », *Le Peuple*, septembre ou octobre 1848.

<sup>56</sup> Franz Neumann, *Behemoth: the structure and practice of national socialism 1933–1944*, Oxford University Press, 1942, pp. 320–321. [*Behemoth, structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1987, NdT.]

pour la plupart les mêmes solutions, les socialistes étaient divisés entre plusieurs courants. C'était le cas en 1846 et le nombre de courants a considérablement augmenté depuis, notamment dans le marxisme (lui-même désespérément subdivisé) et dans l'anarchisme révolutionnaire (collectiviste, communiste et syndicaliste). Il est parfaitement possible de critiquer certaines formes de socialisme et de rester socialiste : « *Comme critique, ayant dû procéder à la recherche des lois sociales par la négation de la propriété, j'appartiens à la protestation socialiste : sous ce rapport, je n'ai rien à désavouer de mes premières assertions, et je suis, grâce à Dieu, fidèle à mes antécédents. Comme homme de réalisation et de progrès, je répudie de toutes mes forces le socialisme, vide d'idées, impuissant, immoral, propre seulement à faire des dupes et des escrocs [...] et voici, en deux mots, sur toutes les utopies d'organisation passées, présentes et futures, ma profession de foi et mon critérium :*

*Quiconque, pour organiser le travail, fait appel au pouvoir et au capital a menti, Parce que l'organisation du travail doit être la déchéance du capital et du pouvoir*<sup>57</sup>. »

Ainsi Louis Blanc « *ne cesse d'appeler à l'autorité et le socialisme se déclare hautement anarchique ; M. Blanc place le pouvoir au-dessus de la société et le socialisme tend à faire passer le pouvoir sous la société ; M. Blanc fait descendre la vie sociale d'en haut, et le socialisme prétend la faire poindre et végéter d'en bas*<sup>58</sup> ». Quelques années plus tard, Proudhon répéta que Louis « *Blanc représente le socialisme gouvernemental, la révolution par le pouvoir, comme je représente le socialisme démocratique, la révolution par le peuple. Un abîme existe entre nous*<sup>59</sup> ». Il rejeta le « *système d'organisation par l'État* » de Louis Blanc car c'est « *toujours la même négation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité* » que sous le capitalisme et « *il n'y a de changé que les actionnaires et les gérants* » sans « *la moindre différence dans la situation des travailleurs*<sup>60</sup> ».

Deuxièmement, comme de nombreux commentateurs, Schapiro n'apprécie pas que Proudhon ait séparé la propriété et l'usage, en arguant que si la propriété doit être « indivise », l'usage doit être « divisé ». Si cela n'est pas garanti, alors la liberté promise par le socialisme deviendrait la tyrannie de la communauté<sup>61</sup>. Schapiro cite Proudhon lorsque ce dernier affirme que, sous le mutualisme, il n'y aurait « *point de dépossession, point d'expropriation, point de banqueroutes, pas de loi agraire, pas de communauté, pas d'intervention de l'État, pas d'atteinte à l'hérédité ni à la famille* » (p. 344). Cependant, si l'on vérifie la source (le célèbre discours de Proudhon à l'Assemblée nationale constituante [du 31 juillet 1848], dans lequel il proclamait aussi fièrement que « *le socialisme a fait la révolution de février* »), le terme utilisé par Proudhon est en fait « *communauté* » et on ne peut pas le traduire par « *propriété commune* » (comme le fait Schapiro dans sa traduction anglaise) sans déformer sérieusement ce que Proudhon entendait par ce terme, pourquoi il s'y opposait et ce qu'il préconisait à sa place<sup>62</sup>.

---

<sup>57</sup> *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère, op. cit.*, tome II, p. 396.

<sup>58</sup> *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère, op. cit.*. Proudhon est revenu sur les perspectives « d'en bas » et « d'en haut », que Draper a utilisées sans le reconnaître, dans *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février, op. cit.*

<sup>59</sup> *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février, op. cit.*, p. 200.

<sup>60</sup> *Mélanges : articles de journaux 1848–1852, III, Œuvres complètes de P.-J. Proudhon, Lacroix, 1871, tome XIX, p. 118.*

<sup>61</sup> « *Les membres d'une communauté, il est vrai, n'ont rien en propre ; mais la communauté est propriétaire, et propriétaire non seulement des biens, mais des personnes et des volontés.* » (Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* 1840, <https://fr.wikisource.org>).

<sup>62</sup> « *Discours à l'Assemblée nationale constituante* » (in Junius, *Curiosités révolutionnaires. Le citoyen Proudhon devant l'Assemblée nationale, Au Bureau central, 1848, Gallica*).

*Communauté* est souvent traduit par « communisme » dans les traductions anglaises de Proudhon, ce qui, bien que plus proche du sens originel (en particulier compte tenu des caractéristiques du régime stalinien en URSS), n'est pas tout à fait correct. Quoi qu'il en soit, pour le penseur anarchiste, le capitalisme reposait sur un usage divisé et une propriété divisée, tandis que la « communauté » était fondée sur un usage commun et une propriété indivise. Par conséquent, tous deux étaient source d'exploitation et d'oppression et devaient être remplacés par ce que Proudhon appelait, en 1840, une « *troisième forme de société, la synthèse de la communauté et de la propriété* », qu'il désignait alors comme « *la liberté* ». Invoquant la triade philosophique bien connue, « *la communauté, premier mode, première détermination de la sociabilité, est le premier terme du développement social, la thèse* », tandis que « *la propriété, expression contradictoire de la communauté, fait le second terme, l'antithèse* », il concluait : « *Reste à découvrir le troisième terme, la synthèse, et nous aurons la solution demandée* <sup>63</sup> ». Cette « *troisième forme sociale* » serait fondée sur l'usage divisé et la propriété indivise. L'usage individuel est nécessaire pour garantir la liberté des travailleurs de contrôler à la fois leur travail et son produit ; la propriété indivise est nécessaire pour mettre fin aux relations maître-serviteur (au travail salarié) sur les lieux de travail et réussir à ce que chaque nouveau travailleur soit automatiquement impliqué dans sa gestion (et donc contrôle son travail et son produit)<sup>64</sup>.

Shapiro ignore cet aspect mais proclame que ce « *nouveau système inaugurerait ce que Proudhon appelait le troisième monde* » ; pourtant, la page à laquelle Schapiro fait référence ne contient pas ce terme, et ce n'est pas surprenant puisque Proudhon ne l'a jamais utilisé<sup>65</sup> (p. 353). Proudhon a cependant indiqué qu'il s'opposait à la propriété privée et à la propriété d'État en faveur de l'« association universelle » (durant les années 1840) ou de la « fédération agricole/ industrielle/ agricole » (durant les années 1860). Comme il l'a dit en 1846 : « *Ou la concurrence, – c'est-à-dire le monopole et ce qui s'ensuit ; ou l'exploitation par l'État [...] ; ou bien enfin une solution égalitaire, en d'autres termes l'organisation du travail, ce qui emporte la négation de l'économie politique et la fin de la propriété* <sup>66</sup> ».

Plutôt que le contrôle ou la planification de l'État, Proudhon soutenait que chaque association contrôlerait ses propres affaires et déciderait quoi produire, pour qui, quand et à quel prix. Schapiro le reconnaît lorsqu'il écrit : « *l'entreprise privée subsisterait, et la concurrence, la force vitale qui anime toute la société, continuerait à réguler les prix du marché* » (p. 344). Cependant, il se contredit en affirmant que, « *dans le cadre du mutualisme, on organisera, dans chaque industrie, des associations volontaires et autonomes de producteurs ayant pour objet l'échange de marchandises. La production devait être individuelle et non collective. Proudhon était un anti-collectiviste* » (p. 352).

Schapiro n'explique pas comment la production organisée par les associations peut être individuelle plutôt que collective. Pourtant, Proudhon est clair et préconise la création d'associations de travailleurs pour mettre en place ce qu'il appelle, dans les années 1850, la « *démocratie industrielle* » mais qu'il a évoqué à plusieurs reprises tout au long de son quart de siècle d'écriture. Le fait que Schapiro ignore cet aspect central de la vision économique de Proudhon est révélateur, même s'il mentionne des ouvrages où ce projet est exposé : *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), *Système des contradictions économiques* (1846), *Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle* (1851), *Manuel du spéculateur à la Bourse* (1857), *Du principe*

<sup>63</sup> *Qu'est-ce que la propriété ? op. cit.* (bien que Schapiro ait traduit « communauté » par « communisme »).

<sup>64</sup> Iain McKay, « Proudhon, Property and Possession », *Anarcho-Syndicalist Review* n° 66, hiver 2016, pp. 26–29.

<sup>65</sup> Proudhon n'utilise pas non plus le terme « *troisième forme de société* » dans la page à laquelle Schapiro fait référence. Ce n'est sans doute pas une coïncidence si « Troisième Reich » pourrait finalement, à force d'insister, être traduit par « *troisième monde* ».

<sup>66</sup> *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, Garnier Frères 1850, wikisource.org).

*fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution* (1863) et *De la capacité politique des classes ouvrières* (1865).

Ce contenu est peut-être protégé par des droits d'auteur. En effet, le contrôle ouvrier est un aspect tellement évident pour toute forme authentique de socialisme que même les léninistes font semblant de le promouvoir. De manière significative, alors que Schapiro note que Proudhon « *dénonce le capitalisme comme une féodalité industrielle* », il n'indique pas où (p. 340). Cela est compréhensible car Proudhon soutenait que « *A la Féodalité industrielle [...] doit succéder, selon la loi des antinomies historiques, une Démocratie industrielle* <sup>67</sup> », ce qui est difficile à concilier avec l'affirmation de Schapiro selon laquelle Proudhon détestait la démocratie, pour « *ses idéaux, ses méthodes et son organisation* » (p. 349).

Pourtant, la démocratie économique peut prendre de nombreuses formes. Plutôt qu'une association centralisée géante et omniprésente prônée par nombre de ses contemporains, Proudhon préconisait des associations unies par des liens fédéraux et contractuels. Il doit être considéré comme l'un des premiers socialistes de marché<sup>68</sup> et l'un des principaux penseurs du socialisme associationniste en France, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Steven K. Vincent l'a montré de manière convaincante<sup>69</sup>. Comme le note Schapiro, il voulait universaliser la propriété, mais cela ne signifie pas qu'il s'opposait à la socialisation. Reconnaisant la nature de l'économie de son époque, la théorie de la « *possession* » selon Proudhon permettait à la production artisanale et paysanne de coexister avec la production collective des associations de travailleurs, toutes unies au sein d'un fédéralisme socio-économique : « *Proudhon et Bakounine étaient "collectivistes", c'est-à-dire qu'ils se déclaraient sans équivoque en faveur de l'exploitation commune, non pas par l'État mais par des travailleurs associés, des grands moyens de production et des services publics. Proudhon a été présenté à tort comme un partisan exclusif de la propriété privée*<sup>70</sup>. »

Proudhon ne s'opposait donc pas à la propriété commune mais au contrôle de l'Etat. Comme il l'expliqua pendant la Révolution de 1848, « *dans l'association universelle, la propriété de la terre et des instruments de travail est une propriété sociale* » ; et les « *associations ouvrières organisées démocratiquement* » forment « *cette vaste fédération de compagnies et de sociétés réunies dans le commun lien de la République démocratique et sociale*<sup>71</sup> ». Proudhon préconisait donc les coopératives ouvrières parce que son opposition au capitalisme incluait une critique du capital industriel, puisque le travail salarié qu'il créait produisait à la fois l'exploitation et l'oppression.

---

<sup>67</sup> *Manuel du spéculateur à la Bourse*, Garnier Frères 1857 (wikisource.org).

<sup>68</sup> Le « *socialisme de marché* » désigne habituellement les politiques décidées par les bourgeoisies d'État, d'abord en Chine à partir de 1978, puis au Laos, au Vietnam, en Corée du Nord, à Cuba, et en URSS. Ici, l'expression a un sens différent, du moins selon deux auteurs cités par Wikipedia en anglais : « *Comme le note Robert Graham, "le socialisme de marché de Proudhon est indissolublement lié à ses notions de démocratie industrielle et d'autogestion ouvrière". K. Steven Vincent note dans son analyse approfondie de cet aspect des idées de Proudhon que "Proudhon a constamment avancé un programme de démocratie industrielle qui rendrait aux ouvriers le contrôle et la direction de l'économie". Pour Proudhon, "de fortes associations ouvrières [...] permettraient aux travailleurs de déterminer conjointement par élection comment l'entreprise devait être dirigée et exploitée au quotidien".* » La « *démocratie industrielle* » et « *l'autogestion* », fusse-t-elle « *ouvrière* », sont aujourd'hui des termes bien vagues.... (NdT).

<sup>69</sup> Steven K. Vincent, *op. cit.*, pp. 140–165.

<sup>70</sup> Daniel Guérin, « From Proudhon to Bakunin », *The Radical Papers*, Black Rose, 1987, Dimitrios I. Roussopoulos (dir.), p. 32; Daniel Guérin, *Anarchism: From Theory to Practice*, Monthly Review Press, 1970, pp. 44-49.

<sup>71</sup> « Manifeste électoral du *Peuple* », *op. cit.*

Schapiro, ironiquement, l'admet en passant lorsque, se référant à l'*Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle*, il résume correctement son analyse : « *par sa perversion du principe de la division du travail, le capitalisme a rendu le travailleur à la fois plus productif et plus dépendant. En conséquence, tous les avantages du nouveau système industriel sont allés au capital et non au travail* » (p. 340). En notant cet aspect des idées de Proudhon, il réfute non seulement ses propres affirmations mais aussi celles de Neumann qu'il utilisait comme preuve à l'appui que Proudhon – comme les fascistes – se serait concentré exclusivement sur le capital financier. Schapiro espérait vraisemblablement que ses lecteurs oublieraient cette critique ou considéreraient qu'il s'agissait d'une contradiction chez Proudhon plutôt que d'une contradiction dans l'analyse de l'auteur lui-même.

Troisièmement, Schapiro ne parvient pas à replacer les idées de Proudhon sur le crédit dans le cadre de sa vision plus générale. Il note avec raison que Proudhon a cherché à « *universaliser les bons d'échange* » comme moyen de circulation (plutôt que les « bons de travail », comme l'affirme faussement Marx), mais il oppose la « *révolution par le crédit* » de Proudhon au socialisme (pp. 342-343). Pourtant, Proudhon ne considérait pas le crédit comme une fin en soi, mais plutôt comme le moyen d'opérer une transformation économique plus large, à savoir le remplacement du travail salarié par l'association. Comme le dit Proudhon : « *La Banque d'échange, par la généralisation du mandat, est le grand ressort de l'organisation du travail* » car elle permet de « *définir et de créer entre les travailleurs [...] la nouvelle forme de société* » dans laquelle « *tous les ateliers sont nationaux, bien qu'ils restent et doivent toujours rester libres*<sup>72</sup> ».

Reconnaissant les difficultés inhérentes au contrôle de l'État, pour Proudhon le travail devait s'organiser lui-même. Pour ce faire, les travailleurs doivent contrôler les moyens de production, et cela peut être fait de deux façons : soit en s'en emparant soit en les achetant. Comme Proudhon s'opposait à la première méthode, il ne restait que la seconde. Le fait que, après lui, les anarchistes aient préféré l'expropriation révolutionnaire à une réforme du système de crédit ne doit pas masquer le raisonnement similaire qu'ils partagent avec le précurseur de l'anarchisme.

Quatrièmement, l'anarchisme a joué un rôle clé dans sa critique du socialisme d'État, comme on peut le voir, par exemple, dans sa polémique avec Louis Blanc et Pierre Leroux entre novembre 1849 et janvier 1850<sup>73</sup>, polémique qui alimente directement l'*Idée générale de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle*. Ces textes reflètent la façon dont la Révolution de 1848 « *a été un tournant important pour Proudhon* » et dont « *l'anarchisme est apparu comme central dans sa pensée*<sup>74</sup> ». Des décennies plus tard, Pierre Kropotkine fit référence à ces débats et nota leur pertinence prolongée pour les libertaires : « *On y trouve de nombreuses pages admirables sur l'État et l'anarchie qu'il serait très utile de reproduire pour un large public*<sup>75</sup>. »

Je pourrais m'étendre encore sur ce sujet, et commenter, par exemple, l'amalgame qu'effectue Schapiro entre l'opposition aux grèves et l'opposition au mouvement ouvrier ; la façon dont il traduit faussement et volontairement l'expression « *associations ouvrières* » (au sens de coopératives) par « *syndicats* » ; son affirmation selon laquelle Proudhon aurait été globalement « hostile » aux associations ouvrières alors qu'il s'agissait d'une forme spécifique d'associations ouvrières – celles préconisées par la Commission du Luxembourg de 1848-1849, influencée par Louis Blanc (pp. 347-348). Cependant, il me semble avoir suffisamment montré que Proudhon s'est attaqué au capitalisme en tant que système de production *et* d'échange ;

---

<sup>72</sup> « Au citoyen Louis Blanc, secrétaire du gouvernement provisoire », Paris, 8 avril 1848, *Correspondance*, tome II, Langlois, pp. 305-38 (Gallica).

<sup>73</sup> Ces articles sont rassemblés dans le deuxième tome des *Œuvres complètes* (Rivière, 1923) qui contient aussi l'*Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle. Choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle*.

<sup>74</sup> Ehrenberg, *op. cit.*, p. 116.

<sup>75</sup> Pierre Kropotkine, *Modern Science and Anarchy*, AK Press, 2018, pp. 205, 227. [*La science moderne et l'anarchie*, TOPS, Trinquier, 2015, NdT.]

qu'il a dénoncé le capital industriel *et le capital bancaire*; qu'il préconisait à la fois de transformer la Banque de France *et de remplacer les entreprises capitalistes par des associations ouvrières gérées démocratiquement* (en fait, son analyse de l'exploitation au sein de la production fondait sa vision d'un socialisme enraciné dans la transformation de la production<sup>76</sup>).

Le socialisme, comme Schapiro le suggère à juste titre, « *visait à détruire la classe dominante bourgeoise de la seule manière dont elle pouvait être détruite en tant que classe, à savoir en abolissant complètement la propriété* » (p. 338). Proudhon était d'accord, mais le régime actuel de la propriété et des classes peut être aboli de plusieurs façons. Il est tout à l'honneur du Français d'avoir prédit que la nationalisation de la propriété, en la plaçant entre les mains de l'État, n'abolirait pas la classe dominante mais en créerait simplement une nouvelle – la bureaucratie.

### **Sur la guerre et la paix**

Dans son article de 1945, Schapiro accuse également Proudhon d'avoir été belliciste et militariste : « *Ce qui étonnait les contemporains de Proudhon [...] était sa glorification de la guerre. La haine de la guerre et l'aspiration à la paix universelle ont été une caractéristique presque universelle de tous les penseurs révolutionnaires modernes [...]. Les contradictions entre le révolutionnaire Proudhon et la pensée révolutionnaire de son temps devinrent encore plus déroutantes, encore plus étranges, lorsque Proudhon apparut comme un glorificateur de la guerre pour elle-même. Son livre La guerre et la paix, paru en 1861, était un hymne à la guerre, entonné dans une tonalité plus passionnée que tout ce que produisent les fascistes de notre époque. [...] La guerre était la révélation de la religion, de la justice, de l'idéal dans les relations humaines. [...] Pour Proudhon, la guerre n'était pas un mal social qui serait éradiqué au cours du progrès humain. Il était convaincu que la guerre était un instinct inhérent à la nature même de l'homme et qu'elle était elle-même la source première du progrès humain. Elle durera donc aussi longtemps que l'homme existera et que les valeurs morales et sociales prévaudront dans la société humaine [...] Presque chaque page de La guerre et la paix contient une glorification de la guerre comme idéal et comme institution*<sup>77</sup>. »

Schapiro part manifestement du principe que son lecteur ignore l'œuvre de Proudhon, car ce résumé déforme complètement son argumentation. De même, il ne cherche pas à expliquer comment Proudhon « *répudiait les méthodes violentes* » et prônait une « *révolution pacifique* » tout en le présentant comme un belliciste et un précurseur des méthodes violentes du fascisme (p. 341).

Le premier volume de *La guerre et la paix* exalte effectivement « *le droit de la guerre* », mais le second volume montre que la guerre est un phénomène corrupteur (qui engendre ainsi de nombreux maux sociaux) et analyse la façon d'y mettre fin en comprenant sa cause profonde<sup>78</sup>. Comme Schapiro ne mentionne pas la deuxième étape de ce raisonnement, le lecteur impatient peut en tirer une conclusion erronée : en effet, dans le premier livre, comme s'il prévoyait que la patience de son lecteur allait être mise à rude épreuve, Proudhon note : « *je conclurai contre le statu quo guerrier, contre les institutions du militarisme, contre sa poésie, contre ses mœurs*<sup>79</sup>».

Comme il le précisa dans une lettre : « *Comment avez-vous pu supposer que je voulusse, par une espèce de panégyrique ou d'apothéose de la guerre, éterniser le régime militaire ? [...] ma thèse : C'est fini de la guerre, la société n'en veut plus. [...] Je me bornerai à vous faire*

---

<sup>76</sup> Iain McKay, « Proudhon's Constituted Value and the Myth of Labour Notes », *Anarchist Studies*, volume 25, n° 1, été 2017.

<sup>77</sup> J. Salwyn Schapiro, « Pierre-Joseph Proudhon, précurseur du fascisme »

<http://nfnf.eu/spip.php?article898>.

<sup>78</sup> Pour une bonne introduction à ce livre et à ses principaux thèmes, voir Prichard, *op. cit.*, (2013).

<sup>79</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, p. 49.

*observer, pour que vous me compreniez avec moins de peine, que pour en finir avec la guerre, il ne s'agissait pas de déclamer contre elle comme le font les amis de la paix ; il fallait commencer par reconnaître [...] son principe, son rôle, sa mission, son but ; cela fait, on pouvait alors, et seulement alors, [proclamer] que le but étant atteint ou à la veille de l'être, la guerre était finie, et finie non par le bon plaisir des nations et des gouvernements, mais par l'accomplissement de son mandat<sup>80</sup>. »*

Ainsi, la discussion quelque peu abstraite sur le « *droit de la guerre* » et la manière dont ce droit a engendré d'autres droits (notamment politiques, sociaux et économiques) prépare le terrain pour la dénonciation de la guerre comme un phénomène barbare (en particulier à une époque où le massacre aveugle devenait la norme, à mesure que la guerre s'industrialisait de plus en plus) et la manière d'y mettre fin. Le contraste entre l'idéal et la pratique était dû au fait que « *la cause première, universelle, et toujours instante de la guerre, de quelque manière et pour quelque motif que celle-ci s'allume* » est « *la RUPTURE DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE* ». Ainsi, « *la guerre, même entre les nations les plus honorables, et quels que soient les motifs officiellement déclarés, ne paraît pas pouvoir être désormais autre chose qu'une guerre pour l'exploitation et la propriété, une guerre sociale. C'est assez dire que, jusqu'à la constitution du droit économique, aussi bien entre nations qu'entre individus, la guerre n'a plus rien à faire sur le globe<sup>81</sup>. »*

Si la guerre est principalement motivée par des forces économiques, alors « *la paix ne [peut] se constituer d'une manière permanente, que par la suppression de la cause même de la guerre, à savoir le paupérisme* ». Un nouveau régime économique dans lequel le travail gouverne « *doit succéder au régime de politique ou de guerre* » et « *le désarmement universel [n']aura été opéré* » que lorsque « *la guerre [aura] trouvé son successeur* ». Sous le mutualisme, ce serait « *toujours la lutte ou concurrence des forces, non plus lutte armée et sanglante, mais lutte de travail et d'industrie* ». En résumé, « *L'humanité travailleuse est seule capable d'en finir avec la guerre, en créant l'équilibre économique, ce qui suppose une révolution radicale dans les idées et dans les mœurs* ». « *La constitution du droit dans l'humanité est l'abolition même de la guerre ; c'est l'organisation de la paix [...]. Il nous faut aujourd'hui la PAIX ; le monde n'en comprend et n'en veut plus d'autre<sup>82</sup>. »*

La guerre pourrait désormais prendre fin car « *la révolution a fait la conscience publique seul interprète du droit, seul juge du temporel et seul souverain, ce qui constitue la vraie démocratie et marque la fin du sacerdoce et du militarisme* ». Ainsi, dans une société mutualiste, « *la guerre n'a plus la moindre raison de se faire* » car cette société assurerait « *l'abolition du régime militaire et la subordination du droit politique au droit économique* ». En effet, « *C'est la pensée de 1848 : la nationalité, pas plus que la guerre, n'y sert de rien. Les nationalités doivent aller s'effaçant de plus en plus par la constitution économique, la décentralisation des États, le mélange des races et la perméabilité des continents.* » Sans surprise, l'ouvrage se termine par ces mots : « *L'HUMANITÉ NE VEUT PLUS LA GUERRE<sup>83</sup>* ». »

Certaines parties du premier volume peuvent rendre la lecture inconfortable parce que Proudhon décrit le monde tel qu'il est, le monde où la force fabrique le droit, quelles que soient les belles paroles utilisées pour justifier la raison d'État. Il se fait l'avocat du diable pour mieux convaincre ses critiques lorsque, dans le second volume, il montre comment les instincts et les forces qui créent le conflit peuvent être transformés pour créer la paix. De même, Schapiro omet de mentionner que Proudhon exprime son antimilitarisme dans d'autres œuvres. En 1851, il affirma : « *Ce que nous mettons à la place des armées permanentes, ce sont les compagnies*

---

<sup>80</sup> *Correspondance de P.-J. Proudhon*, Lacroix, 1875, tome XI, pp. 118-119.

<sup>81</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, pp. 326, 465.

<sup>82</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, pp. 477, 485, 498, 487.

<sup>83</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, pp. 508, 507, 503, 506, 540.

industrielles<sup>84</sup>». Tandis qu'en 1863, il nota : un « *peuple confédéré serait un peuple organisé pour la paix ; que ferait-il des armées ?*<sup>85</sup> ».

Schapiro déforme donc sans vergogne les idées de Proudhon, même si celles-ci ne sont guère difficiles à saisir.

Par exemple, une critique contemporaine du *New York Times* les résumait correctement : « *Selon lui, il existe une cause [...] qui ternit la guerre [...] et qui entravera longtemps sa perfection: c'est la rupture de l'équilibre économique [...]. C'est l'origine de la plupart des guerres. Le vice est chronique, incurable, et souille à jamais l'idéal divin [...]. Mais au sein même de cette doctrine désespérante, un rayon de lumière apparaît – à savoir la Paix. Car il ne faut pas se tromper, il souhaite, comme nous tous, l'atteindre. Il ne prétend pas supprimer la guerre [...] mais il espère la transformer, l'amener à un état second, plus pur et plus parfait que le premier, et cet état est tout simplement – la Paix. [...] Il défie la guerre et recommande la paix. Le processus est curieux et le résultat instructif*<sup>86</sup>. »

De même, l'anarcho-pacifiste Barthélémy de Ligt a correctement résumé la conclusion de Proudhon pour qui « *il fallait donc [...] transformer le plus rapidement possible la société militaire en une société industrielle*<sup>87</sup> ». Il est significatif que tous les autres commentateurs de l'ouvrage<sup>88</sup> aient compris la structure et le but de *La guerre et la paix*.

L'introduction de l'édition utilisée par Schapiro l'indique également, ce qui explique peut-être pourquoi, dans son livre [de 1949], il modifia son argumentation antérieure et admit que « *Proudhon en arrive à la conclusion paradoxale* » que la « *cause première de la guerre est la pauvreté, et que ce n'est que lorsque la pauvreté sera abolie que la guerre disparaîtra* ». Schapiro tourne ainsi en dérision son affirmation précédente selon laquelle Proudhon ne pensait pas que la guerre pouvait être éradiquée et ne le souhaitait pas.

### Sur l'esclavage et la race

Schapiro a raison de noter l'antisémitisme de Proudhon, mais il l'utilise comme un moyen pour généraliser son point de vue sur la race : « *L'antisémitisme, toujours et partout l'épreuve de vérité du racialisme, avec sa division de l'humanité en races créatives et stériles, conduisait Proudhon à considérer le Noir comme le plus bas dans la hiérarchie raciale. Pendant la guerre de Sécession, il était favorable au Sud qui, insistait-il, n'avait pas entièrement tort de maintenir l'esclavage. Les Noirs, selon Proudhon, étaient une race inférieure, un exemple de l'existence d'une inégalité entre les races de l'humanité. Ce ne sont pas ceux qui veulent les émanciper qui sont les vrais amis des Noirs, mais ceux "qui veulent les maintenir en servitude, ou les exploiter, mais néanmoins leur assurer des moyens d'existence, élever graduellement leur niveau par le travail, et augmenter leur nombre par le mariage"* » (p. 359).

Schapiro ne fait référence qu'à une seule page de *La guerre et la paix* et son résumé pose de nombreux problèmes.

Tout d'abord, Proudhon ne présente nulle part les Noirs comme étant situés aux niveaux « *les plus bas dans la hiérarchie raciale*<sup>89</sup> » ; et il ne mentionne pas la « *division de l'humanité en races créatives et stériles* ». Il s'agit donc de deux inventions de Schapiro.

---

<sup>84</sup> *Idee générale de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 284, Garnier Frères, 1851 (Gallica).

<sup>85</sup> *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, op. cit.

<sup>86</sup> *New York Times*, 2 septembre 1861.

<sup>87</sup> Barthélémy de Ligt, *The conquest of violence: an essay on war and revolution*, G. Routledge & Sons, 1937, p. 76. [*Pour vaincre sans violence : réflexions sur la guerre et la révolution*, G. Mignolet et Storz, 1935, NdT.]

<sup>88</sup> Prichard, op. cit., pp. 132–3; George Woodcock, *Pierre-Joseph Proudhon: A Biography*, Black Rose, 1987, pp. 233-235 ; Hoffman, op. cit., pp. 262-266 ; Ehrenberg, op. cit., pp. 143-145.

<sup>89</sup> **Note du traducteur**: si Iain McKay a raison, que penser de ce propos de Proudhon dans *Du principe fédératif* : « *Il ne faut pas exiger d'une race plus que son tempérament ne*

Deuxièmement, en ce qui concerne les races « *inférieures* » et « *supérieures* », la position exprimée par Proudhon était courante à l'époque, tout comme sa justification, à savoir la conquête des autres races par les Blancs. Étant donné la prévalence de cette perspective, il aurait été remarquable que Proudhon n'y souscrive pas, sous une forme ou une autre.

Pour prendre un exemple pertinent, « *Marx et Engels n'arrêtaient pas de doter les "races" de qualités inférieures et supérieures* » et « *selon les normes actuelles, le racisme affiché par Marx et Engels était scandaleux et même extrême. Pour les normes du XIX<sup>e</sup> siècle, en revanche, il ne l'était pas*<sup>90</sup> ». Les commentaires publics d'Engels sur les Slaves et d'autres peuples qu'il jugeait « *non historiques* » et donc aptes à être, au mieux, civilisés par les peuples supérieurs ou, si nécessaire, effacés jusqu'à leur nom même, constituent un exemple notable de ces opinions<sup>91</sup>.

Il en va de même pour John Stuart Mill, qui tenait pour acquis qu'il existait des peuples « *supérieurs* » (« *en raison de leurs différences raciales, de leurs origines plus civilisées, ou d'autres particularités de circonstance* ») et ceux qui constituent une « *portion inférieure et plus arriérée de la race humaine*<sup>92</sup> ». La liberté, cependant, « *n'est censée s'appliquer qu'aux êtres humains dans la maturité de leurs facultés* » et donc « *nous pouvons laisser de côté les états arriérés de la société dans lesquels la race elle-même peut être considérée comme n'ayant pas encore atteint l'âge adulte* ». Le despotisme, souligne Mill, « *est un mode de gouvernement légitime pour traiter* » avec de tels peuples, « *à condition que le but soit leur amélioration et que les moyens soient justifiés par la réalisation de ce but*<sup>93</sup> ». En outre, la guerre visant à apporter la civilisation à ces races dites inférieures était justifiée, car « *il est dans leur intérêt qu'elles soient conquises et maintenues dans la soumission par des étrangers*<sup>94</sup> ». Schapiro ne

---

*comporte : le Noir est inférieur au Blanc par le génie philosophique et par la beauté du visage ; peut-être l'emporte-t-il sur l'Anglo-Saxon par la tendresse du cœur et par la docilité* ? Et de cette autre citation dans le tome I de *La Guerre et la paix* : « [...] *Tôt ou tard les Européens s'établiront au centre du Soudan, comme ils se sont établis au cœur des deux Amériques ; alors il faudra bien que les nègres travaillent. Qu'ils travaillent dès maintenant : c'est notre droit de les y contraindre.* [...] . *Toute race doit s'améliorer, se moraliser et s'instruire. Que la loi protectrice des faibles comme des forts veille donc sur les ouvriers de race inférieure que l'agriculture et l'industrie emploient, comme sur ses propres prolétaires* » ? (Les deux passages soulignés l'ont été par mes soins.)

<sup>90</sup> Erik van Ree, « Marx and Engels's theory of history: making sense of the race factor », *Journal of Political Ideologies*, volume 24, n° 1, pp. 66, 67.

<sup>91</sup> Roman Rosdolsky, « Engels and the 'Nonhistoric' Peoples: The National Question in the Revolution of 1848 », *Critique: Journal of Socialist Theory* n° 18/19, 1986. Cet article est fort utile même si Rosdolsky tente de minimiser, dans les articles d'Engels, tout ce qui suggère des nettoyages ethniques. [Cf. en français cet extrait <https://www.marxists.org/francais/rosdolsky/works/1948/00/rosdolsky2-4.htm> et le livre de Roman Rosdolsky, *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire ». La question nationale dans la révolution de 1848*, Syllepse, 2018, NdT.]

<sup>92</sup> John Stuart Mill, « Considerations on Representative Government », *The Collected Works of John Stuart Mill*, Routledge and Kegan Paul, 1977, XIX, pp. 418–9, 549.

<sup>93</sup> « On Liberty », *The Collected Works of John Stuart Mill*, Routledge and Kegan Paul, 1977), XVIII, p. 224.

<sup>94</sup> John Stuart Mill, « A Few Words on Non-Intervention », *The Collected Works of John Stuart Mill*, Routledge and Kegan Paul, 1984) XXI, p. 118.

mentionne pas ce point lorsqu'il présente Mill comme un « pionnier du libéralisme démocratique<sup>95</sup> » (p. 256) mais des commentateurs plus récents le font<sup>96</sup>.

Indépendamment de ce que prétend Schapiro, Proudhon – comme Marx, Engels et Mill – ne considérait pas les inégalités existantes entre les races comme fixes. Il soutenait que « *la personne humaine reste sacrée, et que tout ce que nous avons à faire, nous race supérieure, vis-à-vis des inférieurs, c'est de les élever jusqu'à nous, c'est d'essayer de les améliorer, de les fortifier, de les instruire et de les ennoblir*<sup>97</sup> ». Un racisme paternaliste, certes, mais loin du racisme biologique déterministe suggéré par Schapiro. Plutôt que d'être un proto-nazi, Proudhon ressemblait à presque tous les penseurs libéraux et socialistes progressistes de son époque.

Troisièmement, Proudhon a soumis son manuscrit à la fin du mois d'octobre 1860 et il a finalement été publié par une maison d'édition différente, le 21 mai 1861, quelques semaines après que la guerre de Sécession eut éclaté le 12 avril 1861. En tant que tels, ses commentaires ne peuvent être considérés comme « favorisant le Sud » pendant une guerre qui n'avait même pas commencé. Et ces dates sont mentionnées dans l'introduction de l'édition qu'il cite. De même, il est clair, d'après le texte du livre lui-même, que la guerre n'avait pas encore éclaté et que, dans ce chapitre, il prie « *le lecteur de considérer que ce n'est pas tant mon opinion que je propose que des prévisions sur des litiges à vider éventuellement par les armes*<sup>98</sup> ».

Quatrièmement, la « *défense de l'esclavage des Noirs* » par Proudhon doit être replacée dans son contexte (p. 359). Dans le premier volume de *La guerre et la paix*, comme nous l'avons noté plus haut, Proudhon se fait l'avocat du diable et, à ce titre, ces commentaires ne peuvent être considérés comme reflétant entièrement ses vues. Comme il ressort clairement du texte, Proudhon commente les débats en Amérique dans la période **précédant** immédiatement le déclenchement de la guerre de Sécession. Il ne pense pas que les Américains blancs veuillent faire la guerre pour libérer leurs compatriotes et il limite ses commentaires aux deux positions exprimées dans un débat respectable : conserver l'esclavage ou transformer les esclaves en prolétaires. Comme il le dit immédiatement avant les mots cités par Schapiro : « *Quels sont ici les vrais ennemis des Noirs ? Ceux qui, le sachant ou ne le sachant pas, il n'importe, méditent de les faire périr dans la désolation du prolétariat*<sup>99</sup> ». Ainsi : « *Oublie-t-on, enfin, que, depuis l'abolition du système féodal, la liberté, dans notre société industrialiste, c'est, pour l'individu faible de corps et d'entendement, à qui sa famille n'a pas assuré le revenu, quelque chose de pis que l'esclavage – le prolétariat ? Ainsi le veut la force, tant qu'elle reste la loi dominante de la société ; et je dis que le droit qui nous domine encore aujourd'hui, ce n'est pas le droit du travail, non encore reconnu, ni le droit de l'intelligence, source de tant de déceptions, c'est encore, et quoi qu'on en dise, le pur droit de la force. Certes, je n'ai garde de renier ici ma propre thèse et de combattre précisément ce que je me suis proposé de réhabiliter, quand je m'élève, en faveur des Noirs, contre la pensée hypocrite qui, sous prétexte de les émanciper, ne tend à rien moins qu'à les rejeter sous le pur régime de la force, et à en faire une boue prolétarienne plus immonde cent fois que celle de nos capitales*<sup>100</sup>. »

<sup>95</sup> Schapiro affirme que Proudhon tient des propos proto-fascistes mais, en même temps, il reste impassible face aux mêmes propos chez Stuart Mill. Il ne nous explique pas pourquoi des conceptions similaires provoquent chez lui des réactions différentes.

<sup>96</sup> Don Habibi, « The Moral Dimensions of J. S. Mill's Colonialism », *Journal of Social Philosophy* volume 30, n° 1, printemps 1999) ; Beate Jahn, « Barbarian Thoughts: Imperialism in the Philosophy of John Stuart Mill », *Review of International Studies*, volume 31, n° 3, juillet 2005.

<sup>97</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, p. 179.

<sup>98</sup> *La guerre et la paix, op. cit.*, p. 167.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 178.

Schapiro ignore tout cela mais, en limitant ses commentaires à ces deux positions, Proudhon ne réussit pas à formuler sa propre conception et à décrire efficacement ce qu'il était possible de faire en Amérique à cette époque. Proudhon ne se demande pas pourquoi la classe dirigeante américaine – qui, au mieux, souhaitait jeter les Noirs dans « *la désolation du prolétariat* » ou, au pire, était favorable à l'esclavage –, pourquoi la classe dirigeante américaine permettrait que l'esclavage soit placé « *sous la surveillance des gouvernements* » pour le bénéfice d'un autre qu'elle-même. Proudhon était bien conscient que la loi n'est ni « *la protectrice des faibles* » ni celle du prolétariat des races dites supérieures<sup>101</sup>.

Pendant la guerre, Proudhon proposa une solution alternative libertaire à ces deux formes d'exploitation et d'oppression, qui rejetait la suggestion déplorable proposée dans *La guerre et la paix* de réglementer l'esclavage pour le réformer. Étant donné que ce livre soutenait que l'on ne pouvait mettre fin à la guerre que par une transformation socio-économique, il reflète bien mieux ses opinions sur la race et l'esclavage que les exagérations délibérées de son premier volume. C'est ce qu'il fit dans un livre important (*Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*) qui fut publié pendant le conflit, en 1863, et auquel Schapiro fait référence mais en ignorant la façon dont Proudhon traite ces questions, sans doute parce que cela réfuterait ses affirmations.

Proudhon évoque pour la première fois ces questions dans une note de bas de page : « *Le droit public fédératif soulève plusieurs questions difficiles. Par exemple, un État à esclaves peut-il faire partie d'une confédération ? Il semble que non, pas plus qu'un État absolutiste : l'esclavage d'une partie de la nation étant la négation même du principe fédératif. Sous ce rapport, les États-Unis du Sud seraient d'autant mieux fondés à demander la séparation qu'il n'entre pas dans l'intention de ceux du Nord d'accorder, au moins de sitôt, aux Noirs émancipés, la jouissance des droits politiques. Cependant nous voyons que Washington, Madison et les autres fondateurs de l'Union n'ont pas été de cet avis ; ils ont admis au pacte fédéral les États à esclaves. Il est vrai aussi que nous voyons en ce moment ce pacte contre nature se déchirer, et les États du Sud, pour conserver leur exploitation, tendre à une constitution unitaire, pendant que ceux du Nord, pour maintenir l'union, décrètent la déportation des esclaves*<sup>102</sup> » [en Afrique].

Pour Proudhon, une « *application meilleure des principes du pacte [fédératif]* » consisterait à « *élever progressivement la condition des Noirs au niveau de celle des Blancs. Malheureusement le message de M. Lincoln ne laisse aucun doute à ce sujet. Le Nord, pas plus que le Sud, n'entend parler d'une émancipation véritable, ce qui rend la difficulté insoluble, même par la guerre et menace d'anéantir la confédération*<sup>103</sup> ». Il développe ces propos dans un chapitre ultérieur (« *L'esclavage et le prolétariat* »).

« *Certes, les vainqueurs ont longtemps dépeint la guerre comme une croisade contre l'esclavage et son maintien fut sans aucun doute l'un des principaux moteurs de la sécession des États du Sud. Mais mettre fin à l'esclavage n'était pas un objectif pour le Nord et ses politiciens expliquèrent ouvertement qu'ils faisaient la guerre uniquement pour maintenir l'Union. L'abolition de l'esclavage devint une dimension de la guerre quand la proclamation d'émancipation fut publiée en septembre 1862, mais cette mesure ne s'appliquait qu'aux États rebelles ; elle libéra ainsi les esclaves qu'elle ne pouvait atteindre et garda enchaînés ceux qu'elle pouvait libérer. Lincoln lui-même était personnellement opposé à l'esclavage, mais il ne considérait pas les Noirs comme des égaux et souhaitait libérer les esclaves, puis les expulser en Afrique*<sup>104</sup>. » En effet, à la fin de l'année 1861, Lincoln prit des mesures pour lancer

---

<sup>101</sup> *Ibid.*, pp. 179-180.

<sup>102</sup> *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, Dentu 1863, p. 72 (Gallica).

<sup>103</sup> *Ibid.*, pp. 74 (Gallica).

<sup>104</sup> Howard Zinn, chapitre 9, *A People's History of the United States : 1492-Present*, HarperCollins Books, 2003 [*Histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2003, NdT.] Dans ses lettres, Proudhon note « *le soin qu'a pris le Nord de ne pas parler des esclaves, et par là de*

un programme officiel de colonisation et, l'année suivante, le Congrès adopta une loi prévoyant le financement de ce projet sous la direction directe de la Maison-Blanche<sup>105</sup>.

Les lecteurs de l'ouvrage de Schapiro seraient surpris de découvrir que Proudhon critiquait tout cela. Pour lui, les deux races étaient égales (« *la psychologie ne saisit aucune différence de constitution entre la conscience du nègre et celle du blanc, pas plus qu'entre l'entendement de celui-ci et l'entendement de celui-là* ») et toute tentative de déportation des Noirs était « *un crime égal à celui des esclavagistes* » car au terme d'« *un siècle de servitude* » ils « *n'ont pas acquis droit d'usage et d'habitation sur le sol américain* ». Il exhortait les Blancs à changer d'attitude vis-à-vis des Noirs : « *Au lieu de repousser ces hommes et de les accabler d'avanies, ne faut-il pas que tous les Anglo-Saxons, ceux du Nord et ceux du Sud, les reçoivent dans leur communion et saluent en eux des concitoyens, des égaux et des frères ? Or la conséquence de cette mesure sera d'admettre à l'isonomie<sup>106</sup>, avec les affranchis, les Noirs retenus jusqu'à présent dans la servitude.* »

Toutefois, Proudhon va plus loin : « *N'est-il pas prudent et juste qu'elle [la Confédération américaine] leur confère aussi la terre et la propriété, afin qu'ils ne tombent pas dans une servitude pire que celle d'où ils sortent ? La confédération américaine [...] doit [...] attaquer dans ses sources le prolétariat blanc, en possessionnant les salariés et en organisant, à côté des garanties politiques, un système de garanties économiques* ». En effet, « *le principe d'égalité devant la loi [doit avoir] pour corollaire, 1) le principe d'égalité des races, 2) le principe d'égalité des conditions, 3) celui de l'égalité, toujours plus approchée, bien que jamais réalisée, des fortunes* <sup>107</sup> ». En résumé : « *Pour sauver l'Union, il eût fallu, d'un commun accord et d'une volonté énergique, deux choses : 1) Affranchir les Noirs et leur donner droit de cité, ce dont les États du Nord n'accordaient que la moitié et que ceux du Sud ne voulaient pas du tout ; 2) combattre énergiquement le prolétariat grandissant, ce qui n'entraîne dans les vues de personne*<sup>108</sup>. »

Si cela n'était pas fait, alors « *il est clair que la servitude des Noirs n'aura fait que changer de forme* » puisqu'ils rejoindront désormais le prolétariat blanc à la merci de la classe capitaliste. Proudhon se moquait de la « *philanthropie démocratique, qui ne supporte pas l'esclavage [...] mais qui s'accommode à merveille de la plus insolente exploitation* ». Le libéralisme ne peut pas voir que la classe dirigeante du Nord se battait pour des intérêts économiques enracinés dans « *le froid calcul* » selon lequel « *il est plus avantageux au capitaliste, au chef d'industrie, à la propriété et à l'État dont les intérêts sont ici solidaires, d'employer des travailleurs libres, ayant moyennant salaire charge d'eux-mêmes, que des travailleurs esclaves, sans souci de leur subsistance, donnant plus de peine que les salariés et rendant proportionnellement moins de profit* ? <sup>109</sup> ».

Même si son perfectionnisme amène Proudhon à se tromper, son analyse exprime une opposition aux rapports sociaux au sein de la production sous le capitalisme, opposition dont Schapiro nie l'existence. Comme l'explique Ralph Nelson, « *il serait naïf de penser que*

---

*retenir une portion des États du Sud* », tandis que le Sud exige la « *séparation* » afin de « *maintenir l'esclavage sans lequel ils prétendent ne pouvoir vivre* ». (Correspondance de P.-J. Proudhon, Lacroix, 1875, volume XII, pp.17, 80. Si le Sud mobilise « *d'effrontés esclavagistes* », le Nord rassemble « *d'hypocrites exploités* » et tous deux partagent une « *horreur* » des races différentes exprimée par le Sud qui soutient les « *exploiteurs des noirs* » et le Nord qui défend les « *exterminateurs des Peaux-Rouges* ». (Correspondance de P.-J. Proudhon, Lacroix, 1875, tome XIV, pp. 277, 77-78)

<sup>105</sup> Phillip W. Magness and Sebastian N. Page, *Colonization after Emancipation: Lincoln and the Movement for Black Resettlement*, University of Missouri Press, 2011.

<sup>106</sup> Par « isonomie » Proudhon entend des droits politiques égaux pour tous (NdT).

<sup>107</sup> *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, op. cit., pp. 538, 539-540, 542.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 535.

<sup>109</sup> *Ibid.*, pp. 536, 539-540.

Proudhon déteste seulement l'institution particulière de l'esclavage. Il trouve aussi dans le Nord le principe de l'inégalité et des différences de classe. S'il critique les deux camps de la guerre, c'est parce que le principe fédératif est incompatible avec l'inégalité, qu'il s'agisse de la variété agraire du maître et de l'esclave, ou de la version moderne du capital et du travail. [...] Proudhon ne croyait pas vraiment que le camp de l'Union émanciperait les Noirs, mais se fixerait sur leur expulsion comme solution au problème. L'Union ne pouvait être sauvée que par la libération des Noirs, en leur accordant la pleine citoyenneté, et par la volonté d'arrêter la croissance du prolétariat. Car que gagneront les anciens esclaves, si l'émancipation signifie qu'ils deviendront membres du prolétariat ? Proudhon note que la situation en Russie après l'émancipation des serfs (1861) est analogue. Les serfs libérés mais sans terre seraient sans défense. Les garanties économiques doivent être développées à côté des garanties politiques<sup>110</sup>.»

Cette opposition aux deux camps est très éloignée du récit fabriqué par Schapiro. Pourtant, on peut critiquer cette position car « Proudhon suggère que les Noirs ne gagneront rien s'ils sont libérés uniquement pour devenir des salariés, comme si la condition du salarié n'était pas plus proche de la réalisation de l'autonomie personnelle que celle de l'esclave bien traité<sup>111</sup> ». Tout en minimisant sans doute les horreurs spécifiques de l'esclavage, Proudhon (étant donné son opposition à la violence et à la guerre) n'avait guère le choix car il ne pouvait pas appeler à la révolte des esclaves comme le fit son contemporain Joseph Déjacque en citant l'exemple de l'abolitionniste John Brown<sup>112</sup>.

Pourtant, l'analyse de Proudhon était assez subtile, si l'on considère le sort qui fut réservé aux esclaves nouvellement libérés. Au lieu de recevoir les ressources nécessaires afin de pouvoir travailler pour eux-mêmes, ils furent jetés, comme Proudhon le craignait, dans le prolétariat. Comme l'a fait remarquer à juste titre une publication afro-américaine contemporaine, cela signifiait que « les esclaves étaient devenus des serfs et enchaînés au sol [...]. Telle était la liberté vantée acquise par l'homme de couleur aux mains des Yankees<sup>113</sup> ». Après la guerre de Sécession, le fait que l'on n'ait pas fourni une base économique solide aux esclaves libérés est aujourd'hui considéré comme une cause de l'échec de la Reconstruction<sup>114</sup> et W.E.B. DuBois résuma bien cet échec en 1935 : « L'esclave est devenu libre ; il s'est tenu un bref instant au soleil ; puis il est retourné à l'esclavage<sup>115</sup>. »

Plutôt que de favoriser le Sud, comme l'en accuse Schapiro, Proudhon s'opposait aux deux camps « fédéraux et confédérés » qui, « combattant uniquement pour le genre de servitude »,

---

<sup>110</sup> Ralph Nelson, « The Federal Idea in French Political Thought », *Publius*, été 1975, volume 5, n° 3, p. 41.

<sup>111</sup> Nelson, *op. cit.*, p. 43.

<sup>112</sup> Joseph Déjacque, « La guerre servile » in *À bas les chefs ! Écrits libertaires (1847–1863)*, La Fabrique, 2016, pp. 186-191.

<sup>113</sup> Cité par Zinn, *op. cit.*, pp. 196-197.

<sup>114</sup> Selon la version officielle, la « Reconstruction » désigne la période durant laquelle, entre 1863 et 1877, « le gouvernement des États-Unis entreprit d'intégrer quatre millions d'anciens esclaves dans la société après que la guerre de Sécession eut amèrement divisé la société sur la question de l'esclavage » et les États-Unis « entamèrent leur première tentative de construire une société égalitaire sur les cendres de l'esclavage », 1877 étant l'année où le « gouvernement américain retira ses troupes des États du Sud, mettant ainsi fin la période de la Reconstruction ». En clair, les Afro-Américains durent attendre encore un siècle avant de conquérir, dans le cadre du mouvement des droits civiques, la plupart de leurs droits démocratiques élémentaires (NdT).

<sup>115</sup> W.E.B. DuBois, *Black Reconstruction in America: Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860–1880*, Transaction Publishers, 2013, p. 26

devaient « être déclarés, ex æquo, blasphémateurs et renégats du principe fédératif, et mis au ban des nations <sup>116</sup> ». Les positions de Proudhon sur l'esclavage des Noirs, la race et la guerre de Sécession sont certes problématiques et peuvent, et doivent, être critiquées. Mais cela ne peut être fait en lui attribuant des positions imaginaires et en en omettant d'autres bien réelles, comme le fait si fréquemment Schapiro.

### Sur les héritages

De son vivant, Proudhon était, à juste titre, considéré comme un homme de gauche et il fut diabolisé par la droite. Cela changea, comme le raconte Schapiro, environ cinquante ans après sa mort grâce aux activités des néo-royalistes français avant la Première Guerre mondiale, lorsque des secteurs de la droite célébrèrent certains aspects des idées de Proudhon. De là vient l'accusation portée contre Proudhon d'avoir été un précurseur du fascisme, Schapiro notant que trois fascistes<sup>117</sup> revendiquèrent Proudhon comme un précurseur intellectuel (p. 363-364, 368-369).

Pourtant, cette opinion de la droite était aussi sélective que le récit de Schapiro lui-même et, en tant que telle, nous pouvons la rejeter. Comme l'anarchiste individualiste Benjamin R. Tucker le nota à propos des néo-royalistes, « parmi l'arsenal de propagande de ces agitateurs, il faut signaler la tentative d' enrôler, dans leurs apôtres, tous les grands morts qui, s'ils étaient vivants, mépriseraient leurs méthodes et leurs œuvres. Tous les grands auteurs qui ont critiqué la démocratie et qui, depuis leur tombe, ne peuvent protester [contre cette récupération], sont répertoriés comme royalistes, nationalistes et antidreyfusards ». Cependant, « si Proudhon a démolé la théorie du contrat social de Rousseau, il ne faut pas en déduire qu'il ne croyait pas à l'opportunité d'un contrat social, ou qu'il aurait soutenu un monarque en exigeant un serment d'allégeance. [...] Tout cela, cependant, est soigneusement dissimulé » tandis que le groupe<sup>118</sup> « ignore totalement les déclarations affirmatives de son héros volé <sup>119</sup> ».

Que des idéologues réactionnaires (de l'Action française aux nazis) aient tenté d'attirer les socialistes vers la droite en cherchant à s'approprier l'héritage de socialistes morts depuis longtemps n'est pas surprenant. Que des antifascistes autoproclamés répètent leurs affirmations et, pire, leurs techniques, nous étonne. Il n'en reste pas moins que Proudhon a tenu des propos horribles à certains moments. Peu de penseurs sont totalement cohérents, et les incohérences les plus flagrantes de Proudhon concernent le sexisme et l'antisémitisme que Schapiro souligne à juste titre.

Pourtant, la défense du patriarcat par Proudhon est difficilement compatible avec son plaidoyer pour l'anarchie et son affirmation « que la révolution sociale est la négation de toute hiérarchie, politique et économique <sup>120</sup> ». Sur ce point, malheureusement, il ne s'est pas élevé au-dessus des idées et des attitudes dominantes de son époque comme il l'a fait dans d'autres

---

<sup>116</sup> *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution, op. cit.*, 541.

<sup>117</sup> Salwyn Schapiro cite deux écrivains royalistes (Louis Dimier et Charles Maurras), un écrivain antisémite (Edouard Drumont), deux auteurs nazis (Willibald Schilze et Karl Heinz Bremer) et un pétainiste anonyme (*NdT*).

<sup>118</sup> Il s'agit du Cercle Proudhon, fondé en 1911 par des nationalistes et des monarchistes en vue d'attirer des syndicalistes. Ils publièrent une revue jusqu'en 1914 et attirèrent des individus comme Edouard Berth, George Sorel et Georges Valois. Cette initiative fait partie des nombreuses passerelles qui ont été établies entre le mouvement ouvrier, ou la gauche, et les mouvements nationalistes puis fascistes, tentatives qui se perpétuent jusqu'à aujourd'hui. Cf. la brochure de Joao Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, Editions NPNF 2021 (*NdT*).

<sup>119</sup> Benjamin R. Tucker, « Lego et Penso: Proudhon and Royalism », *The New Freewoman: An Individualist Review*, volume 1, n° 8, 10 octobre 1913, pp. 156-7.

<sup>120</sup> *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre, op. cit.*, p. 283.

domaines (Kropotkine a rejeté ses écrits sur la femme comme quelque chose « *que la plupart des auteurs modernes n'accepteront pas, bien sûr*<sup>121</sup> »). Schapiro attribue l'antiféminisme de Proudhon au fait qu'il était belliciste, mais comme il n'était pas militariste, les racines de cet antiféminisme reflétaient son milieu culturel (p. 361). Schapiro a critiqué à juste titre l'antiféminisme de Proudhon mais, contrairement à ses premiers critiques sur cette question comme Joseph Déjacque et André Léo, il n'a pas relevé la contradiction très évidente entre cet aspect des idées de Proudhon et son associationnisme (peut-être parce que Schapiro n'arrivait pas à le comprendre correctement). Ces critiques anarchistes ont utilisé les idées fondamentales de Proudhon contre lui et ont plaidé pour l'association, au sein de la famille comme ailleurs.

Déjacque interpella Proudhon : « *Anarchiste juste-milieu, libéral et non LIBERTAIRE, vous voulez le libre-échange pour le coton et la chandelle, et vous préconisez des systèmes protecteurs de l'homme contre la femme dans la circulation des passions humaines ; vous criez contre les hauts barons du capital et vous voulez réédifier la haute baronnie du mâle sur la vassale femelle [...]. Mettre la question de l'émancipation de la femme en ligne avec la question de l'émancipation du prolétaire [...] cela se comprend, et c'est révolutionnaire ; mais la mettre en regard et au bas du privilège-homme [...], au point de vue du progrès social, c'est dépourvu de sens, c'est réactionnaire*<sup>122</sup>. »

S'adressant aux partisans de Proudhon après sa mort, André Léo soulignait l'évidente contradiction : « *Ces prétendus amants de la liberté, s'ils ne peuvent pas tous avoir part à la direction de l'État, au moins leur faut-il un petit royaume à leur usage personnel, chacun chez soi. Quand on a mis en poudre le droit divin, c'était pas pour que chaque mâle (style proudhonien) en pût avoir une parcelle. L'ordre dans la famille leur paraît impossible sans hiérarchie. – Eh bien, donc, et dans l'État*<sup>123</sup> ? »

**Ni l'un ni l'autre ne pensait que cette position de Proudhon sur les femmes annulait ses autres idées et tous deux exigeaient la cohérence en appliquant les idées associationnistes dans le foyer.**

Ensuite, il y a l'antisémitisme de Proudhon, l'autre préjugé sectaire<sup>124</sup> que Schapiro a raison de critiquer. Pourtant, cela ne prouve pas son proto-fascisme, comme Schapiro le prétend, car l'antisémitisme est apparu plusieurs siècles avant le fascisme et que tous les mouvements ou régimes fascistes n'ont pas utilisé l'arme de l'antisémitisme. Si le nazisme s'en est servi, ce ne fut pas le cas des fascismes italien (au début) et autrichien (en fait, certains Italiens juifs ont été des fascistes de haut rang jusqu'à la fin des années 1930). Quelques commentaires antisémites dans des lettres privées et des ouvrages publiés ne permettent pas de montrer que l'antisémitisme aurait été au cœur des idées de Proudhon. En effet, le lecteur de ses œuvres les plus importantes ne se rendra pas compte que Proudhon était antisémite – fait gênant que Schapiro s'efforce de dissimuler

---

<sup>121</sup> « Ethics: Origin and Development », *Direct Struggle Against Capital: A Peter Kropotkin Anthology*, AK Press, 2014, Iain McKay (dir.), 218.

<sup>122</sup> Joseph Déjacque, « De l'être-humain mâle et femelle – Lettre à P.J. Proudhon » in *À bas les chefs !*, pp. 119, 118.

<sup>123</sup> André Léo, *La femme et les mœurs : liberté ou monarchie*, livre diffusé par *Le Droit des femmes*, 1869, p. 128.

<sup>124</sup> « *Bigotry* » peut signifier bien sûr bigoterie, mais aussi préjugé, sectarisme ou racisme. J'ai choisi ici une formulation modérée conforme à la minoration du rôle de l'antisémitisme proudhonien qu'opère Iain McKay, contrairement aux conclusions de Frédéric Krier dans un long chapitre de son livre paru en allemand : « Le socialisme pour les petits bourgeois. Proudhon un précurseur du Troisième Reich ». Krier a compilé une partie des citations antisémites de Proudhon, mais, en quelque sorte, McKay a déjà répondu préventivement à ce travail pour le disqualifier quand il écrit qu'« *un tel effort ne servirait qu'à épargner du temps et des efforts à un néo-nazi* » ! (NdT).

Certes, on peut parcourir les milliers de pages des 26 volumes des *Œuvres complètes* de Proudhon (dans l'édition Lacroix), les 8 volumes de ses *Œuvres posthumes*, les 14 volumes de sa correspondance et les 4 volumes de ses *Carnets* pour en extraire toutes les remarques antisémites et fabriquer ainsi un petit pamphlet. Un tel effort ne servirait qu'à épargner du temps et des efforts à un néo-nazi. L'antisémitisme de Proudhon était un préjugé sectaire personnel, qui reflétait sa culture et son époque, mais ne jouait aucun rôle dans sa politique. En effet, il avançait régulièrement des idées qui dépassaient ses préjugés, comme lorsqu'il écrivit [en évoquant la « révolution économique » qu'instaurerait une « République universelle »]: « Si donc la science, non plus la religion ni l'autorité, est prise en chaque pays pour règle de la société, arbitre souverain des intérêts ; le gouvernement devant nul, toutes les législations de l'univers sont d'accord. Il n'y a plus de nationalité, plus de patrie, dans le sens politique de ces mots : il n'y a que des lieux de naissance. L'homme, de quelque race et couleur qu'il soit, est réellement indigène de l'univers ; le droit de cité lui est acquis partout<sup>125</sup>. »

Le meilleur de Proudhon peut être utilisé pour critiquer le pire de son œuvre et il ne faut jamais oublier que l'on pourrait lire la quasi-totalité des écrits de Proudhon (publiés, inédits et privés) sans tomber sur un seul propos antisémite.

Ainsi, tout néo-nazi qui chercherait à s'inspirer des œuvres de Proudhon se sentirait lésé après avoir lu [l'article et le livre de] Schapiro. Même ceux qui défendent du bout des lèvres l'idée de communautés décentralisées et ethniquement pures seraient horrifiés par le fait que Proudhon prônait l'égalité et la mixité raciales, qu'il s'opposait à l'expulsion des Noirs d'Amérique et à ce qui devint la ségrégation. Même ses quelques remarques antisémites éparses ne seraient guère réconfortantes pour ces gens-là.

## Conclusions

Les articles sur Proudhon nous en disent généralement davantage sur leurs auteurs et leurs motivations politiques que sur leur sujet. Plutôt que de prendre le temps de comprendre Proudhon et l'époque qui façonna ses opinions, les commentateurs ont eu tendance à le mépriser et à proclamer que ses idées étaient contradictoires. Les contradictions et les incohérences des arguments de Schapiro sur les prétendues tendances fascistes de Proudhon sont passées totalement inaperçues, contrairement à ses assertions sur les prétendues contradictions et incohérences du penseur anarchiste. Certains auteurs ont souligné que les idées de Proudhon avaient été interprétées de façon très différente et ont jugé que cela démontrait la nature intrinsèquement contradictoire de ses idées. Mais ces interprétations sont simplement faiblardes ou sans fondement : l'affirmation selon laquelle Proudhon serait à la fois anarchiste et fasciste ne reflète rien d'autre que la piètre qualité et la médiocre précision des interprétations dont il a fait l'objet.

Être hostile à l'égard d'un penseur peut parfois être productif et éclairer le sujet, mais être motivé par la mauvaise foi est toujours contre-productif et trompeur. Comme on l'a vu, la démonstration de Schapiro relève du second choix : elle se caractérise par l'invention, la citation sélective, la mauvaise traduction et l'omission. Schapiro pensait clairement que le contexte – qu'il s'agisse de la société au sens large, de la chronologie, des textes cités ou d'autres œuvres pertinentes de Proudhon – était un fardeau à la fois pour l'auteur et ses lecteurs. C'est Schapiro lui-même qui a créé les « connotations sinistres qui hantent ses pages et dont le lecteur d'aujourd'hui prend conscience » (p. 336). Nicola Chiaromonte avait raison de soutenir que Schapiro avait dépassé « le malentendu et le manque de sympathie », qu'il avait fait preuve d'« une sournoiserie inexcusable » et « aurait dû se montrer plus prudent<sup>126</sup> ».

Néanmoins, loin d'être loué comme Schapiro l'a été par Hal Draper, l'article de Chiaromonte est malheureusement tombé dans l'oubli. En effet, dans les années 1980, Draper pouvait tranquillement proclamer qu'une « étude fondamentale de l'idéologie autoritaire de Proudhon a été publiée par l'historien libéral J. Salwyn Schapiro [...]. En quatre décennies,

---

<sup>125</sup> *Idee générale de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 329, Garnier Frères, 1851 (Gallica).

<sup>126</sup> Nicola Chiaromonte « Proudhon, un penseur inconfortable ? » <http://nfnf.eu/spip.php?article898>.

*pas une seule fois quelqu'un n'a essayé de la réfuter*<sup>127</sup> ». Pourtant, aussi incisif soit-il, Chiaromonte n'a pas montré jusqu'où Schapiro était allé pour déformer les idées de Proudhon afin d'étayer sa thèse. La principale raison du manque d'intérêt pour l'« *étude fondamentale* » de Schapiro est donc qu'aucun connaisseur des idées de Proudhon, ne l'a prise au sérieux ; de plus, personne n'a mesuré la quantité de travail nécessaire pour démystifier systématiquement ses nombreuses distorsions et inventions.

En bref, la mauvaise foi et le fait de se tromper de manière spectaculaire ont leurs avantages – en particulier lorsqu'on discute d'un penseur dont les idées sont inconnues en dehors de sa langue maternelle. Cela ne signifie pas que les idées de Proudhon seraient en quelque sorte au-dessus de toute critique. Draper a, par exemple, eu raison de critiquer ses plaidoyers répugnants et déplorables en faveur du patriarcat et de s'en moquer, mais il a, sans surprise, commis une erreur en cherchant à les dépeindre comme étant cohérents avec l'anarchisme plutôt que – comme Joseph Déjacque le soutint à juste titre – en contradiction avec lui. Étant donné l'influence de Draper dans la gauche trotskiste, cela rend le déboulonnage de Schapiro tout à fait pertinent pour tous les libertaires.

Même le lecteur le plus indulgent constatera que Schapiro refuse de s'interroger sur les concepts dont il discute. Des mots comme démocratie, socialisme, république, association, etc., n'ont pas les définitions uniques (bourgeoises) qu'il suppose. Pour Schapiro, la démocratie est l'État démocratique et le socialisme est le socialisme d'État. Quiconque les critique est opposé à la fois à la démocratie et au socialisme – même si, comme Proudhon, ces critiques soulignent constamment qu'ils sont à la fois démocrates et socialistes tout en défendant des formes libertaires de ces notions contre leurs formes autoritaires. Comme l'a écrit Proudhon en 1863 :

« *Qui dit république, dit fédération, ou ne dit rien ;*

*Qui dit socialisme, dit fédération, ou encore ne dit encore rien*<sup>128</sup>. »

Une fois que l'on a compris cela, la confusion que Louis Blanc, par exemple, ressentait à l'égard des idées de Proudhon est compréhensible parce que ce jacobin souhaitait une République centralisée, unitaire, « *une et indivisible* » et ce socialiste souhaitait une économie non marchande centralisée, possédée et contrôlée par l'État. Proudhon prônait une république fondée sur un fédéralisme socio-économique ainsi qu'un socialisme fondé sur le contrôle ouvrier au sein d'une économie de marché composée de paysans, d'artisans et d'associations de travailleurs ; sa pensée ne pouvait évidemment que dérouter Louis Blanc, parce qu'elle allait à l'encontre de sa conception de la démocratie socialiste. De même, Proudhon souligna que certaines idées ne parviendraient pas à atteindre leurs objectifs fixés. Au lieu de la souveraineté populaire, la démocratie étatiste donnerait le pouvoir à quelques politiciens et bureaucrates ; au lieu de mettre fin à l'exploitation, le socialisme étatiste transformerait les patrons en bureaucrates. Loin de montrer l'opposition de Proudhon au socialisme ou à la démocratie, ces réflexions montrent son opposition à des formes très spécifiques des deux phénomènes et, en cela, les anarchistes comme Bakounine, Kropotkine et Tucker ont suivi sa démarche.

Une fois que l'on a compris l'étendue de la mauvaise foi de Schapiro, alors – malgré tous ses défauts – Proudhon peut être considéré pour ce qu'il est : **le précurseur de l'anarchisme.**

---

<sup>127</sup> Hal Draper, *Women and Class: Towards A Socialist Feminism*, Center for Socialist History, 2011, pp. 181-182.

<sup>128</sup> Proudhon, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, *op. cit.*, pp. 383-384.

## Annexe 1

### *Proudhon vu par Hal Draper*

[...] L'un des autoritaristes les plus conséquents dans l'histoire des idées révolutionnaires est le « père de l'anarchisme » lui-même, Pierre-Joseph Proudhon, dont le nom est régulièrement cité comme celui d'un grand « libertaire », sans doute à cause de sa laborieuse répétition du mot « liberté » et de ses invocations à la « révolution par en bas ».

Certains sont prêts à lui pardonner son antisémitisme véritablement hitlérien (« *Le juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie, ou l'exterminer* »), ainsi que son racisme de principe (il considérait qu'il était juste que le Sud américain maintînt les Noirs en esclavage, car ils étaient la forme la plus basse des races inférieures), ou sa glorification de la guerre en tant que telle (exactement dans le style de Mussolini), ou son opinion que les femmes n'avaient aucun droit : « *je lui refuse toute espèce de droit et d'initiative politique ; pour la femme, la liberté et le bien-être consistent uniquement dans le mariage, la maternité, les soins domestiques* » – en gros, le Kinder-Kirche-Küche (les enfants-l'église-la cuisine) des nazis.

Mais il n'est pas possible d'accepter son opposition violente, non seulement au syndicalisme, mais aussi au droit de grève (il allait jusqu'à approuver les policiers briseurs de grèves), à toute idée de droit de vote, de suffrage universel, de souveraineté populaire, ou à l'idée même de constitution (« *Toute cette démocratie me dégoûte... Que ne donnerais-je pour fendre cette foule de mes poings fermés<sup>129</sup> !* »). Ses notes sur la société idéale comportent notamment la suppression de tout groupe autre que le sien, de toute réunion publique de plus de vingt personnes, de la liberté de la presse et des élections ; dans les mêmes notes, il appelle de ses vœux une « *inquisition générale* », et la condamnation de « *plusieurs millions de personnes* » aux travaux forcés – « *une fois que la révolution sera faite* ».

Ce qui se cachait derrière tout cela était un féroce mépris des masses – le fondement nécessaire du socialisme par en haut, autant que son contraire était la base du marxisme. Les masses sont corrompues et incurables (« *J'adore l'humanité, mais je crache sur les hommes* »). Ils ne sont que « *des sauvages... qu'il est de notre devoir de civiliser, et sans faire d'eux notre souverain* », écrivait-il à un ami avec lequel il polémiquait, ajoutant avec mépris : « *Tu crois encore dans le peuple* ». Le progrès ne peut venir que de la domination d'une élite, qui prend bien soin de n'accorder au peuple aucune souveraineté.

A plusieurs reprises, il se tourna vers un despote considéré comme le dictateur qui ferait triompher la révolution : Louis Bonaparte (il écrivit en 1852 un livre dans lequel il présentait Napoléon III comme porteur des espoirs de la révolution), le prince Jérôme Bonaparte, et, pour finir, le tsar Alexandre II (« *Ne pas oublier que le despotisme du tsar est nécessaire à la civilisation* »).

Il y avait bien évidemment au poste de dictateur un candidat plus immédiat : lui-même. Il élaborait un programme détaillé d'activité « mutualiste », coopérative dans la forme, qui devait se développer en englobant toute l'activité et l'État. Dans ses notes, Proudhon se désigne lui-même comme directeur en chef, naturellement non soumis à ce contrôle démocratique qu'il méprisait tant. Il prit soin de régler certains détails à l'avance : « *Rédiger un programme secret pour tous les gérants : Élimination irrévocable de Royauté. Démocratie, propriétaires, culte [etc.]* ». « *Les Gérants sont les représentants naturels du pays. Les Ministres ne sont que des Gérants supérieurs ou Directeurs généraux : comme je serai un jour... Quand nous serons maîtres, la Religion sera ce que nous voulons qu'elle soit ; l'Enseignement, idem ; la philosophie, idem ; la justice, idem ; l'administration et le gouvernement, idem* ».

<sup>129</sup> J'ai gardé la traduction (de l'anglais en français) qui figure sur marxists.org mais, en réalité, Proudhon a écrit : « *J'ai bien envie de tomber une bonne fois à bras raccourcis sur cette tourbe.* » (NdT.)

Le lecteur, qui est peut-être plein des illusions courantes sur l'anarchisme « libertaire », demandera : n'était-il donc pas sincère dans son grand amour de la liberté ?

Si, assurément. Il est seulement nécessaire de comprendre ce que signifie la « liberté » anarchiste. Proudhon écrit : « *Le principe de la liberté est celui de l'abbaye de Thélème* [dans Rabelais] : *fais ce que voudras !* » et ce principe signifiait : « *Tout homme qui ne peut pas faire ce qu'il veut a le droit de se révolter, même seul, contre le gouvernement, même si le gouvernement est constitué par tous les autres* ». *Le seul homme qui peut jouir d'une telle liberté est le tyran ; voilà le sens de la brillante introspection du Chigalev de Dostoïevsky : « En partant d'une liberté illimitée, j'arrive au despotisme illimité ».* [..]"

**(Ce texte est extrait de la traduction française de la brochure « Les deux âmes du socialisme » publiée le site sur marxists.org. Hal Draper n'ayant pas indiqué ses sources, je n'ai pu vérifier leur véracité, mais elle est extrêmement contestable, comme le démontre de façon convaincante Iain Mc Kain dans l'article ci-dessus, NdT.)**

## Annexe 2

# Proudhon vu par David Mc Nally

**(Extrait de la brochure du SWP, *Socialism from Below*, 1984. Comme dans le texte précédent de Hal Draper, l'auteur n'indique aucune source ni contexte pour ce qu'il présente comme des « citations » de Proudhon, NdT.)**

[...] Une autre doctrine radicale s'est développée au cours de la période des années 1830 : l'anarchisme. L'anarchisme est souvent considéré comme un courant de la pensée révolutionnaire qui serait véritablement démocratique et libertaire. Certains milieux le saluent comme la seule véritable philosophie politique de la liberté. La réalité est tout autre. Dès ses débuts, l'anarchisme a été une doctrine profondément anti-démocratique. En effet, les deux plus importants fondateurs de l'anarchisme, Pierre-Joseph Proudhon et Michel Bakounine, ont élaboré des théories profondément élitistes et autoritaires. Si, après eux, les anarchistes ont pu abandonner certains des « excès » de leurs pères fondateurs, leur philosophie est restée hostile à la démocratie de masse et au pouvoir des travailleurs.

Il est certainement vrai que l'anarchisme s'est développé en opposition à la croissance de la société capitaliste. Qui plus est, l'hostilité anarchiste envers le capitalisme était centrée sur la défense de la liberté de l'individu. Mais la liberté défendue par les anarchistes n'était pas la liberté de la classe ouvrière de créer collectivement une nouvelle société. L'anarchisme défendait plutôt la liberté du petit propriétaire – du boutiquier, de l'artisan et du négociant – contre les empiètements de la grande entreprise capitaliste. L'anarchisme représentait le cri d'angoisse du petit propriétaire contre l'avancée inévitable du capitalisme. Pour cette raison, il glorifiait les valeurs du passé : la propriété individuelle, la famille patriarcale, le racisme.

Pierre-Joseph Proudhon, fréquemment présenté comme « le père de l'anarchisme », en est un bon exemple. Imprimeur de métier, Proudhon s'est fortement opposé à l'émergence du capitalisme en France. Mais l'opposition de Proudhon au capitalisme était largement tournée vers le passé. Il n'envisageait pas une nouvelle société fondée sur la propriété collective qui utiliserait les plus grandes inventions de la révolution industrielle. Proudhon considérait plutôt la petite propriété privée comme la base de son utopie. Sa doctrine était conçue non pas pour la

classe ouvrière qui était en train d'émerger, mais pour la petite bourgeoisie qui était en voie de disparition – celle des artisans, des petits commerçants et des riches paysans. En fait, Proudhon craignait tellement le pouvoir organisé de la classe ouvrière en développement qu'il alla jusqu'à s'opposer aux syndicats et à soutenir la police pour briser les grèves.

Pire encore, il s'opposa violemment à la démocratie. « *Toute cette démocratie me dégoûte* », écrivait-il. Et ses notes pour une société idéale impliquaient la suppression des élections, d'une presse libre, et des réunions publiques dépassant vingt personnes. Il attendait avec impatience une « *Inquisition générale* » et la condamnation de « *plusieurs millions de personnes* » aux travaux forcés. Les masses, écrit-il, ne sont « *que des sauvages [...] que nous avons le devoir de civiliser, et sans en faire nos souverains* ».

Conformément à cette vision des choses, Proudhon soutint presque toutes les causes rétrogrades de son temps. Ce raciste enragé réservait sa plus grande haine aux Juifs, dont il prônait « *l'extermination* ». Il s'opposait à l'émancipation des Noirs américains et soutint la cause des propriétaires d'esclaves du Sud pendant la guerre de Sécession. De même, il dénonça la libération des femmes, écrivant que « *pour la femme, la liberté et le bien-être résident uniquement dans le mariage, la maternité, les tâches domestiques* ».

George Lichtheim, dans son livre *The Origins of Socialism*, a écrit avec justesse : « *Il est difficile de nommer un seul auteur, vivant ou mort, dont Proudhon ait jamais dit du bien. Ses autres tares incluaient l'antisémitisme, l'anglophobie, la tolérance envers l'esclavage (il se rangea publiquement du côté du Sud pendant la guerre de Sécession), le mépris des Allemands, des Italiens, des Polonais – en fait de toutes les nationalités non françaises – et une vision solidement patriarcale de la vie familiale [...]. Après cela, il n'est pas surprenant qu'il ait cru aux inégalités inhérentes entre les races, ou qu'il ait considéré les femmes comme des êtres inférieurs.* »